

La rébellion de 1837-1838 au Bas Canada : une approche géographique.

Allan Greer et Léon Robichaud

Volume 33, numéro 90, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022053ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022053ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Greer, A. & Robichaud, L. (1989). La rébellion de 1837-1838 au Bas Canada : une approche géographique. *Cahiers de géographie du Québec*, 33(90), 345–377. <https://doi.org/10.7202/022053ar>

Résumé de l'article

Cette étude vise une meilleure compréhension de la rébellion de 1837-1838 au Bas-Canada, de la nature même du conflit ainsi que de ses antécédents sociaux et économiques, à travers l'examen des composantes régionales de l'insurrection. Bien qu'ils aient été largement appuyés à travers l'ensemble de la province, les « patriotes » révolutionnaires étaient mieux ancrés dans l'Ouest du Bas-Canada. Cette région, correspondant au district de Montréal, était plus prospère, dynamique et urbanisée que les autres régions rurales du Bas-Canada. Selon les interprétations traditionnelles, l'insurrection aurait été liée aux problèmes agraires; il semble cependant que seule la paisible région de Québec était menacée par la famine. La rébellion prit naissance non pas au sein des campagnes appauvries mais plutôt dans des régions où anglophones et francophones vivaient à proximité les uns des autres et où les redevances seigneuriales étaient comparativement élevées.

LA RÉBELLION DE 1837-1838 AU BAS-CANADA : UNE APPROCHE GÉOGRAPHIQUE ¹

par

Allan GREER

*Département d'histoire
Université de Toronto, Toronto (Ontario), M5S 1A1*

et

Léon ROBICHAUD

*Département d'histoire
Université McGill, 855, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec), H3A 2T7*

RÉSUMÉ

Cette étude vise une meilleure compréhension de la rébellion de 1837-1838 au Bas-Canada, de la nature même du conflit ainsi que de ses antécédents sociaux et économiques, à travers l'examen des composantes régionales de l'insurrection. Bien qu'ils aient été largement appuyés à travers l'ensemble de la province, les « patriotes » révolutionnaires étaient mieux ancrés dans l'Ouest du Bas-Canada. Cette région, correspondant au district de Montréal, était plus prospère, dynamique et urbanisée que les autres régions rurales du Bas-Canada. Selon les interprétations traditionnelles, l'insurrection aurait été liée aux problèmes agraires ; il semble cependant que seule la paisible région de Québec était menacée par la famine. La rébellion prit naissance non pas au sein des campagnes appauvries mais plutôt dans des régions où anglophones et francophones vivaient à proximité les uns des autres et où les redevances seigneuriales étaient comparativement élevées.

MOTS-CLÉS : Bas-Canada, rébellion, agriculture, urbanisation.

ABSTRACT

The Lower Canada Rebellion of 1837-1838: a geographical approach

This study attempts to gain a better understanding of the Lower Canadian Rebellion of 1837-1838, the nature of the conflict itself, as well as its social and economic antecedents, by examining the regional incidence of insurrection. Though they were widely supported throughout the province, the revolutionary Patriots were strongest in the western countryside of Lower Canada. This area, the District of Montreal, was rather more prosperous, more dynamic and more urbanized than other parts of rural Lower Canada. Contrary to traditional interpretations which tend to link the insurrection to agrarian distress, it was only in the quiescent Quebec region that

famine was a real threat. Rebellion occurred, not in impoverished sections of the countryside, but in areas where English- and French-speakers lived in close proximity and where seigneurial exactions were comparatively high.

KEY WORDS: Lower Canada, Rebellion, Agriculture, Urbanization.

*
* *
*

Les mouvements révolutionnaires n'éclatent pas spontanément à la grandeur d'un pays. Même lors d'une révolution d'ampleur nationale, une région prend habituellement la tête du mouvement et entraîne le reste du pays à sa suite. Le Massachusetts, dans le cas de la Révolution américaine, ou les régions de Caracas et du Rio de la Plata, lors des guerres de libération de l'Amérique du Sud, sont des exemples de telles régions. Nous retrouvons le même phénomène lors de la rébellion du Bas-Canada en 1837-1838. Un secteur — le district de Montréal — est clairement au centre de l'agitation et des conflits militaires. Mais, contrairement aux cas des États-Unis et de l'Amérique du Sud, les autorités écrasent le mouvement indépendantiste armé des « patriotes » avant que les autres régions ne soient sérieusement affectées. L'agitation au sein de ce secteur provoque malgré tout des soulèvements secondaires dans les régions de London et de Toronto au Haut-Canada, ce qui indique l'ampleur potentiellement canadienne du soulèvement. L'écroulement rapide du pouvoir patriote empêche cependant la rébellion de se propager. L'ensemble de l'Est du Bas-Canada demeure calme pendant que le district de Montréal joue un rôle révolutionnaire important dans la province lors des événements de 1837 et 1838.

L'étendue limitée de la zone rebelle est évidemment le résultat de l'effondrement rapide du mouvement. Cet espace restreint offre cependant à l'historien une autre perspective d'analyse : la géographie. Il est surprenant que les historiens aient manifesté très peu d'intérêt pour l'incidence régionale de la rébellion. Jusqu'à maintenant, les études socio-économiques ont eu tendance à examiner soit la conjoncture économique, soit les caractéristiques professionnelles et foncières d'individus identifiés comme « patriotes ». Les analyses de ce genre conduisent à de bons résultats mais elles souffrent de certaines limites. L'étude de la conjoncture bas-canadienne révèle que la rébellion éclate dans une atmosphère de crise économique générale (Ouellet, 1966 et 1976). Le contexte économique de 1837 ressemble donc à celui des grands épisodes révolutionnaires européens de 1789, 1830 et 1848 : de mauvaises récoltes et une dépression économique contribuent à déclencher des bouleversements socio-politiques. Mais si la conjoncture bas-canadienne aide à expliquer pourquoi la rébellion éclate en 1837 plutôt qu'une autre année, elle n'explique que très peu la nature et le sens du conflit. De plus, puisque la conjoncture provinciale est un ensemble abstrait (un amalgame des fluctuations économiques locales), elle ne peut expliquer pourquoi l'insurrection débute dans une partie du Bas-Canada plutôt que dans une autre².

Une deuxième approche socio-économique au problème de la rébellion consiste à recueillir des données sur des individus (« patriotes ») qui ont manifesté leur appui à la rébellion. On tente ainsi d'établir un portrait sociologique de l'élément rebelle de la population³. Les historiens qui entreprennent ce genre d'étude minutieuse se limitent généralement à des paroisses ou à des régions spécifiques. À l'aide des données sur les professions, la propriété foncière et la productivité agricole du recensement de 1831,

ces chercheurs ont comparé le sous-groupe « patriote » à la moyenne de la population locale. Grâce à ces recherches, Blanchette-Lessard et Daigneault-Saint-Denis (1975) ont découvert notamment que les artisans et les professionnels des deux comtés étudiés sont plus enclins à soutenir la cause patriote que les cultivateurs. Mais les différences professionnelles et les niveaux de richesse entre les « patriotes » et leurs voisins sont si faibles qu'ils ne sont probablement pas significatifs, et ce en raison de la taille limitée de l'échantillon. Il ressort donc de cette analyse que, du point de vue socio-économique, les rebelles de 1837-1838 représentent des éléments relativement typiques de la population locale. Ceci confirme l'impression obtenue de sources « qualitatives » qui indiquent que, à part quelques notables, ce sont des communautés entières et non des individus isolés qui prennent part à la rébellion.

Mais en quoi les communautés qui se soulèvent en 1837 et en 1838 diffèrent-elles de celles des régions calmes du Bas-Canada ? Nous désirons aborder cette question et ajouter aux recherches antérieures tant sur la conjoncture de 1837 que sur les caractéristiques des patriotes emprisonnés. Nous présenterons un certain nombre d'éléments de la spécificité régionale de la rébellion à l'aide de cartes publiées par Serge Courville et de nouvelles cartes dressées à partir de nos propres données. Nous dégagerons ainsi les diversités régionales que l'on peut observer dans certains indices socio-économiques de la période entourant la rébellion. Finalement, nous discuterons des caractères spécifiques de la partie rurale du district de Montréal afin de déterminer pourquoi ce territoire devint le centre de la révolte en 1837-1838.

SIGNES DE RÉBELLION

Nous devons d'abord reconnaître qu'un événement aussi complexe que la crise révolutionnaire de 1837-1838 n'est pas aisé à cartographier. Si le résultat d'une élection peut facilement être représenté sur une seule carte (le vote demeure un acte simple et uniforme définissant les allégeances individuelles et collectives), il n'en va pas de même avec la rébellion. Celle-ci implique une variété d'actions et de convictions, de peurs et d'espérances, toutes en évolution rapide. Pour sa représentation cartographique, nous avons donc choisi des données concernant divers types d'actions intervenues à différentes étapes de la crise.

Les assemblées de comté forment une phase non violente du programme de protestation des patriotes. Leur distribution (figure 1) montre l'ampleur de l'agitation qui précède le conflit armé⁴. Les figures 2 et 3 montrent la mobilisation armée et les batailles de l'automne 1837 et de l'automne 1838. Enfin, nous avons cartographié les résidences des hommes emprisonnés pour trahison à la suite de chacun des deux soulèvements (figures 4 et 5). Pour identifier les prisonniers politiques, nous nous référons à la liste dressée par Jean-Joseph Girouard (Linteau, 1967) pour la première période et à celle publiée par Borthwick (1886, p. 142-172) pour la seconde. Jean-Paul Bernard (1983, p. 285-290) a déjà indiqué que ces deux listes négligent quelques patriotes arrêtés. Malgré leurs imperfections, elles ont l'avantage de distinguer, en général, les prisonniers de 1837 de ceux de 1838. De plus, nous sommes conscients du fait que la loi martiale fut imposée sur le seul district de Montréal (à partir du 5 décembre 1837), rendant les arrestations plus faciles dans cette partie du Bas-Canada et faussant ainsi l'incidence régionale de l'emprisonnement politique. Ces considérations nous amènent à interpréter nos données avec prudence. Nous ne prétendons pas retracer le destin de chaque individu impliqué dans les rébellions mais plutôt délimiter les zones d'insurrection.

L'élément le plus frappant des cartes représentant les événements militaires et la répression de 1837-1838 est évidemment la concentration de ces actes dans le district de Montréal. Peut-on en conclure que le support populaire à la cause patriote soit limité à la partie Ouest du Bas-Canada ? Aucunement. Avant le début des hostilités, on retrouve des assemblées de protestation disséminées à travers la province, et ce malgré une concentration dans le district de Montréal. Quoique le nombre de participants à ces assemblées varie grandement, il apparaît que le support à la cause patriote est plus répandu que ne l'indique la distribution des engagements militaires. La correspondance des magistrats et des agents du gouvernement dans les districts de Trois-Rivières et de Québec confirme cette impression. Matthew Bell, de Trois-Rivières, s'est étonné de découvrir le grand nombre d'habitants de la région prêts à résister au gouvernement (APC, RG4 A1, 525: 206, le 29 novembre 1837). De plus, un espion anglais, parti de Québec en février 1838 et se dirigeant vers le sud, rapporte que, si Papineau se mettait à la tête d'une invasion dans la Beauce, « every man would I am certain avail himself of such an opportunity to shew hostility against the British government. » (ANQ, 1837-1838, no. 3210, le 3 février 1838).

À l'intérieur même du district de Montréal, la participation à la rébellion varie grandement. Dans certaines régions, telles que Berthier et les paroisses environnantes, aucun homme n'est emprisonné tant en 1837 qu'en 1838, alors que d'autres secteurs sont dévastés par les combats. Les principaux foyers de révolte se déplacent même d'un soulèvement à l'autre. En novembre et décembre 1837, les principaux camps, les combats les plus importants et la répression la plus rigoureuse se localisent dans la vallée du Richelieu et dans le comté des Deux-Montagnes. Mais, l'année suivante, le foyer principal est au sud du Saint-Laurent dans les comtés de Laprairie, Beauharnois et l'Acadie. Le secteur Richelieu-Haut-Yamaska s'implique dans les deux soulèvements, mais à un moindre degré en 1838 qu'en 1837. Les Deux-Montagnes, le secteur le plus affecté en 1837, ne participe pratiquement pas à la rébellion de l'année suivante. Le calme régnant dans le comté en novembre 1838 doit être surtout dû à la répression très efficace appliquée l'année précédente. Ayant subi la mise à feu de deux villages entiers et l'emprisonnement ou l'exil de centaines d'hommes, la population des Deux-Montagnes n'est plus en mesure d'organiser un autre soulèvement. La seule mobilisation d'importance au nord du Saint-Laurent en 1838 se trouve dans la paroisse de Terrebonne, calme l'année précédente. Ce sont les régions au sud du fleuve qui se mettent à la tête des événements de 1838. Ces communautés subissent le passage des troupes en 1837 sans toutefois éprouver le poids total de la répression.

Les différents degrés de répression ne peuvent expliquer à eux seuls le déplacement des foyers de révolte dans le district de Montréal de 1837 à 1838. Le rôle des États-Unis lors de la seconde insurrection tend à attirer les actes de révolte au sud du fleuve. Des Canadiens réfugiés dans le nord des États-Unis y fondent la société secrète des *Frères chasseurs*. Ils se proposent de préparer un soulèvement populaire au Bas-Canada appuyé par une invasion en provenance des états américains limitrophes. Lorsque l'insurrection débute le 3 novembre, elle est limitée à une bande de territoire qui suit la route de Robert Nelson du Lac Champlain à Napierville, prolongée d'un axe traversant Saint-Constant et Châteauguay, et se terminant à Beauharnois. On peut suivre un courant secondaire de mobilisation patriote et d'arrestations subséquentes le long du Richelieu d'où les insurgés espèrent descendre sur Sorel. Comme nous le savons, trop peu d'hommes et d'armes sont arrivés des États-Unis et le soulèvement s'est terminé en désastre. Les lignes des cartes de 1838 proviennent donc toutes d'un même point, le lac Champlain, à l'intersection des frontières du Bas-Canada et des états de New York et

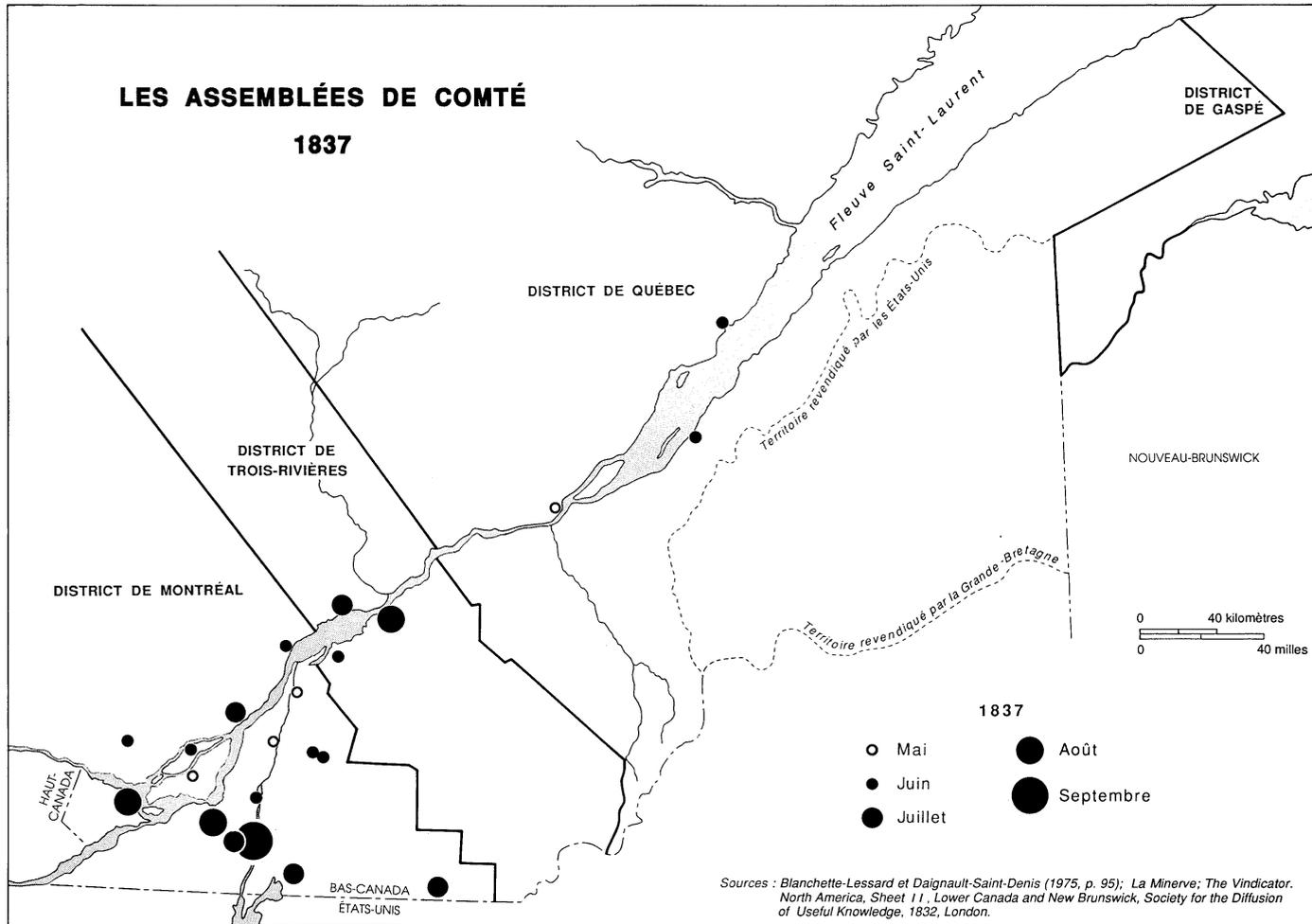
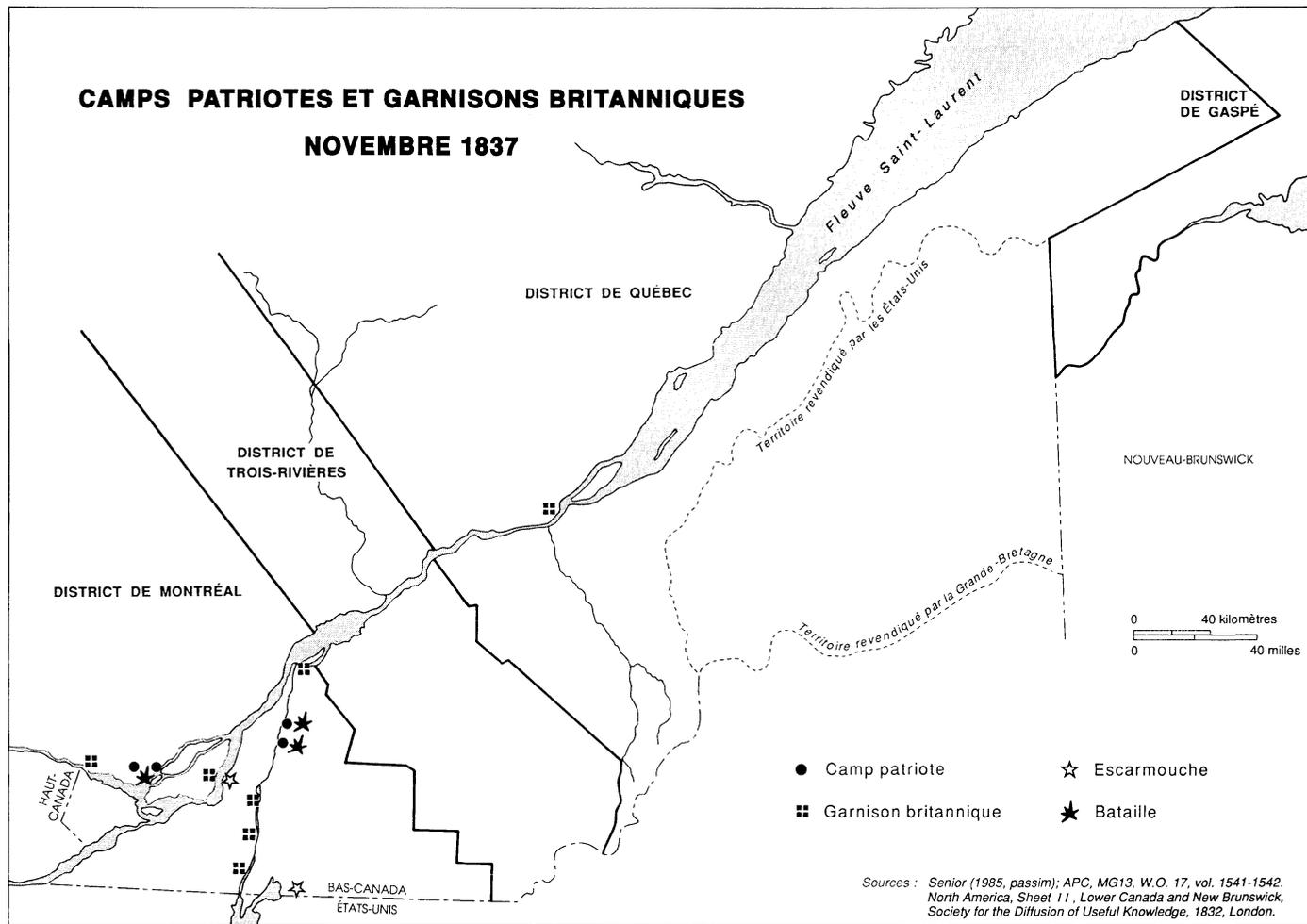
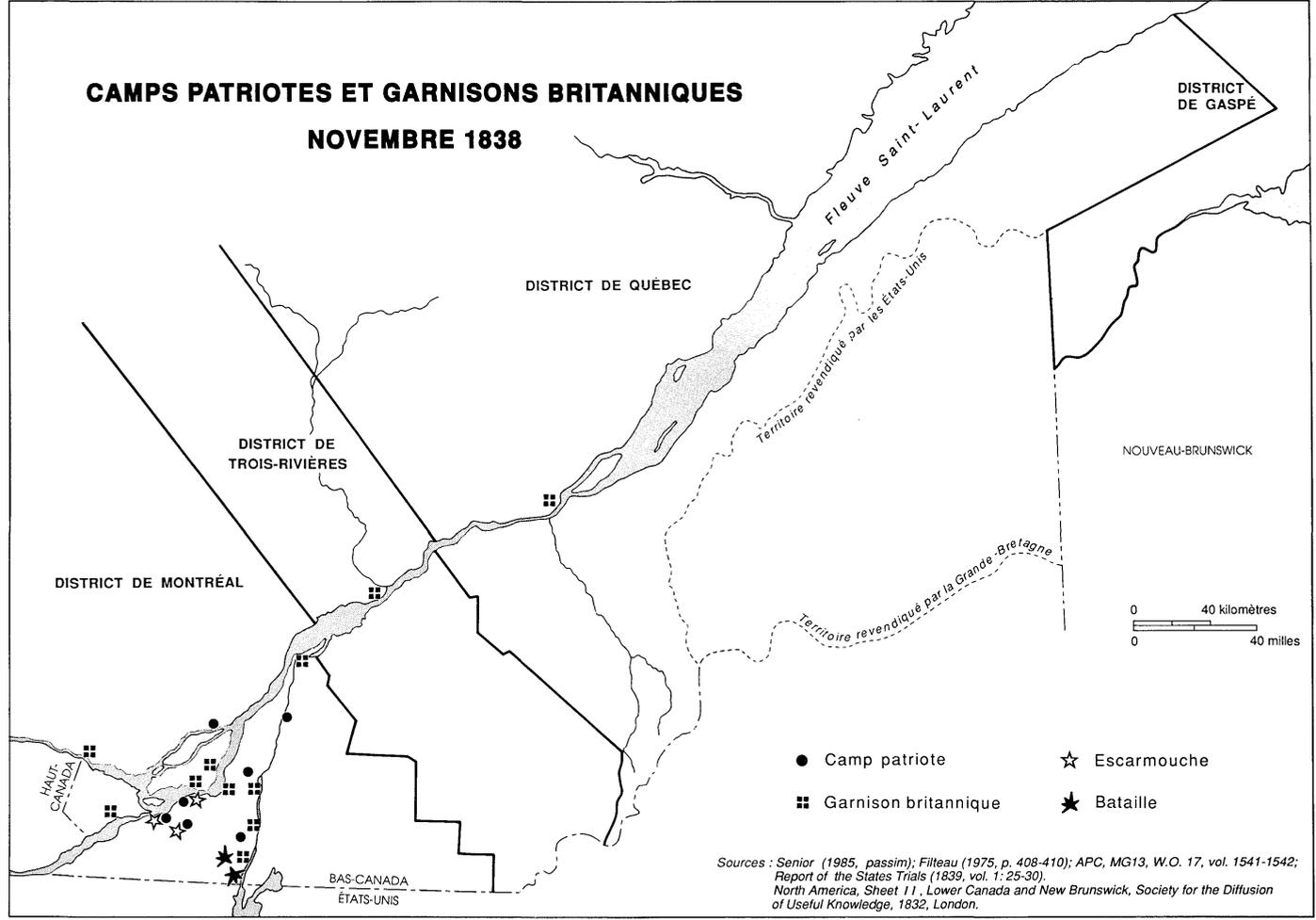


Figure 1

Figure 2

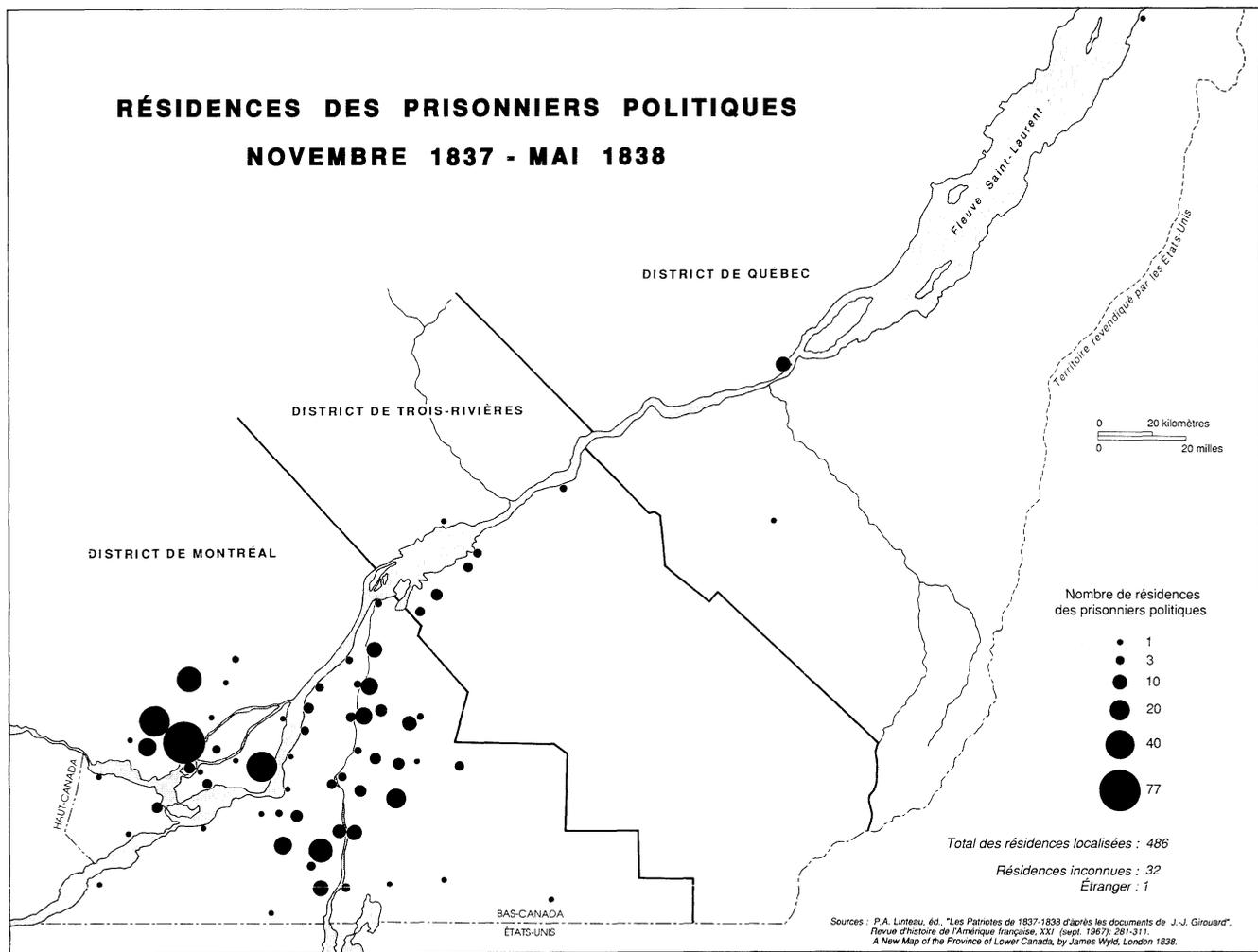




Sources : Senior (1985, passim); Filteau (1975, p. 408-410); APC, MG13, W.O. 17, vol. 1541-1542; Report of the States Trials (1839, vol. 1: 25-30). North America, Sheet 11 . Lower Canada and New Brunswick, Society for the Diffusion of Useful Knowledge, 1832, London.

Figure 3

Figure 4



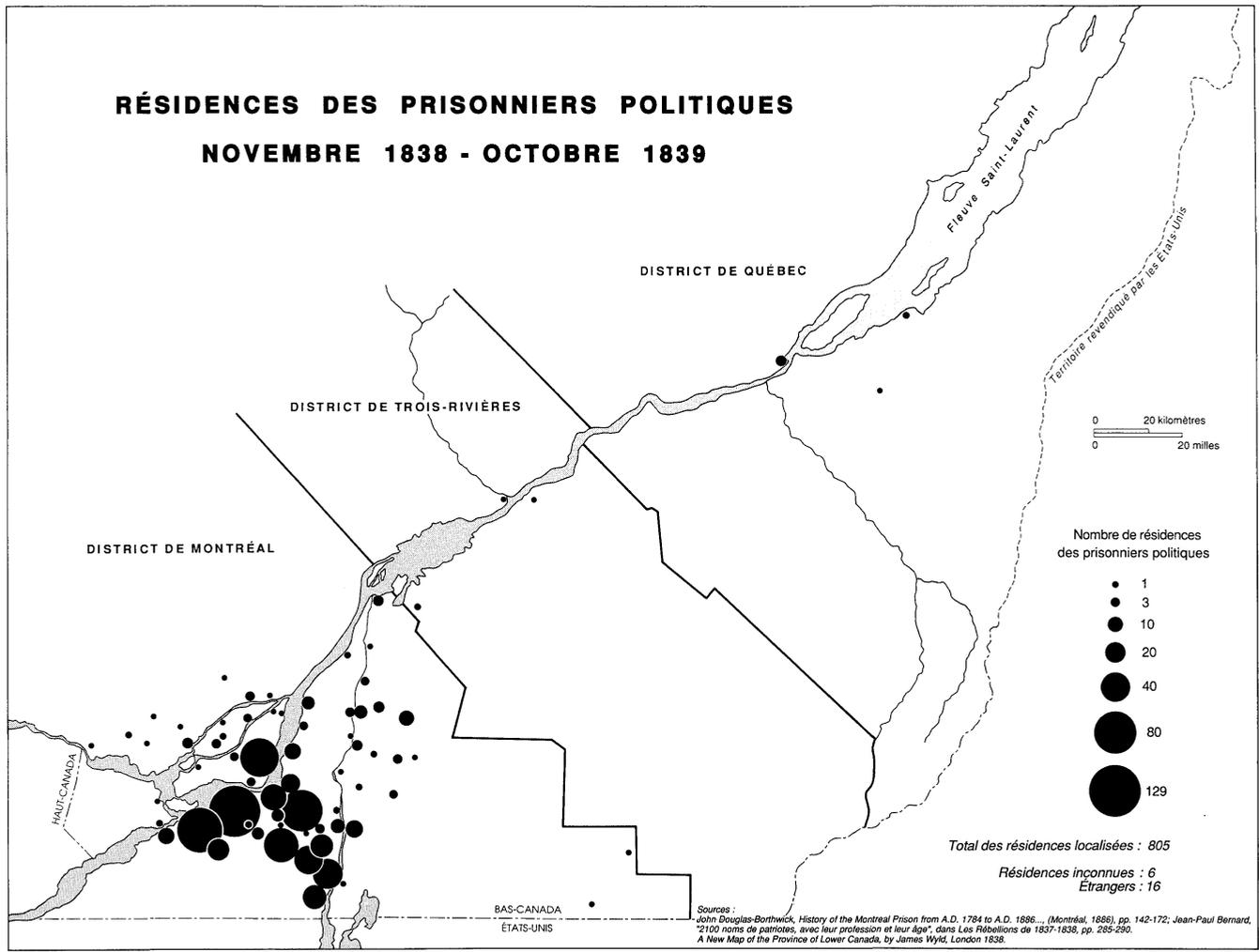
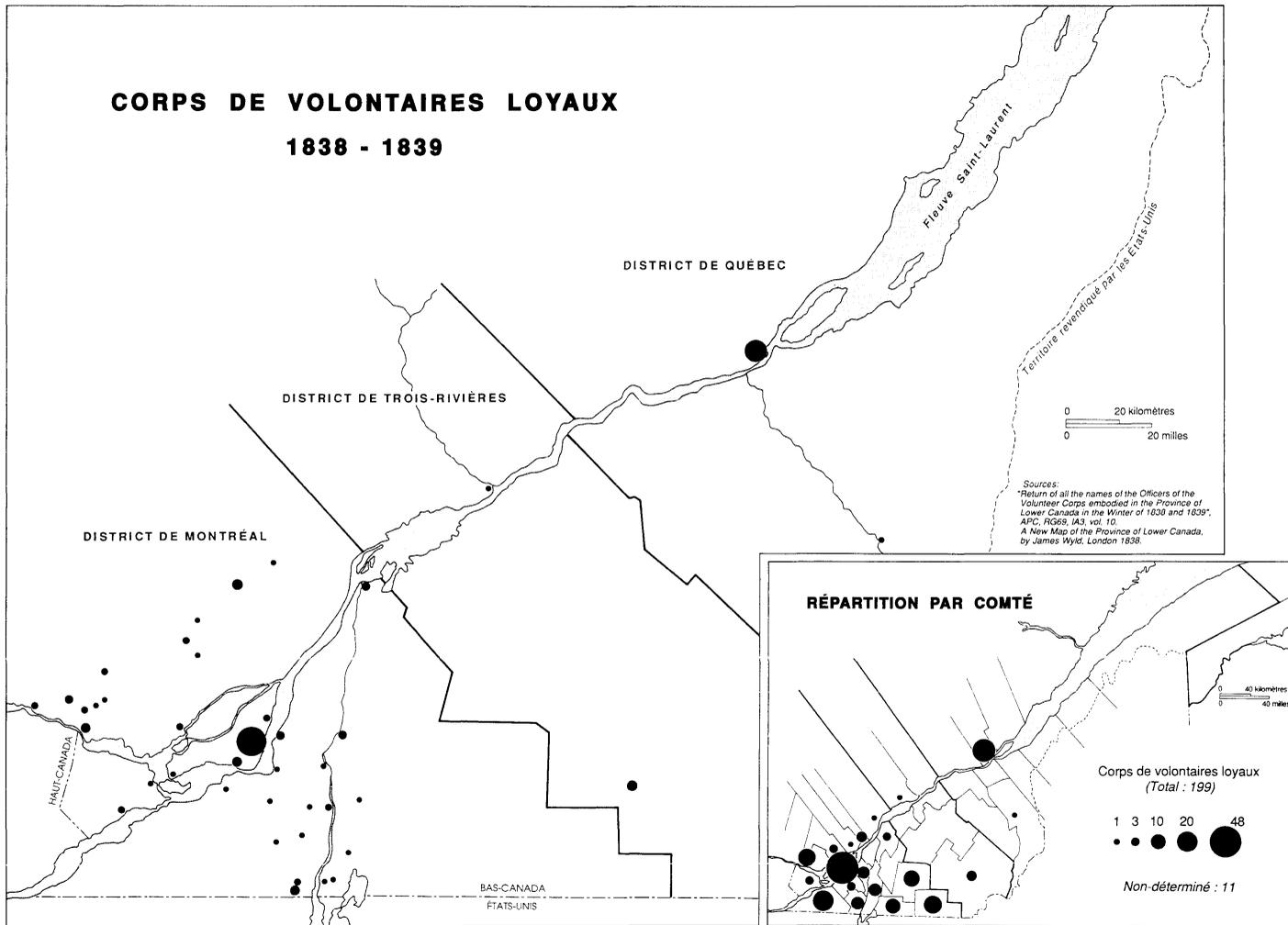


Figure 5

Figure 6



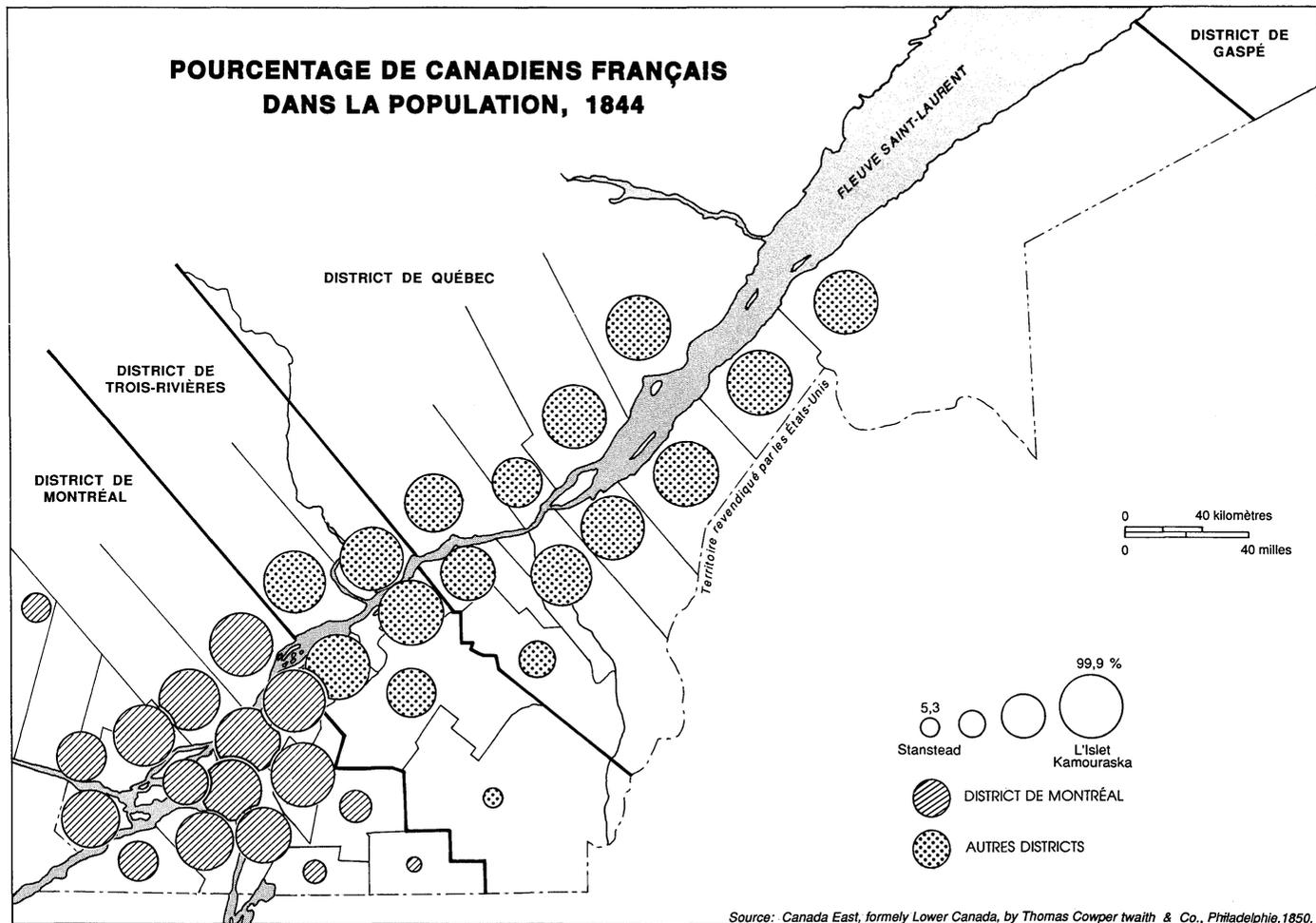
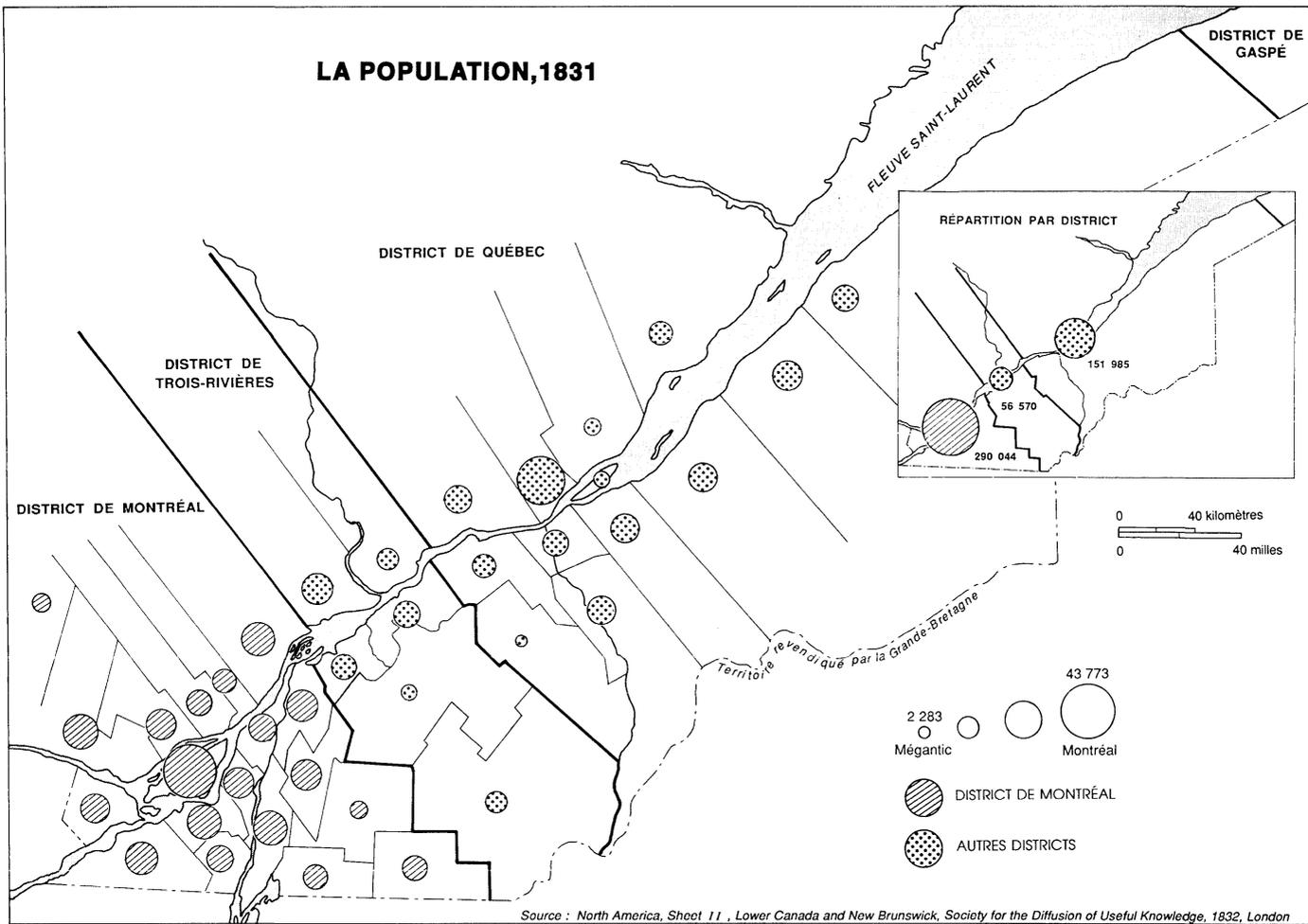


Figure 7

Figure 8



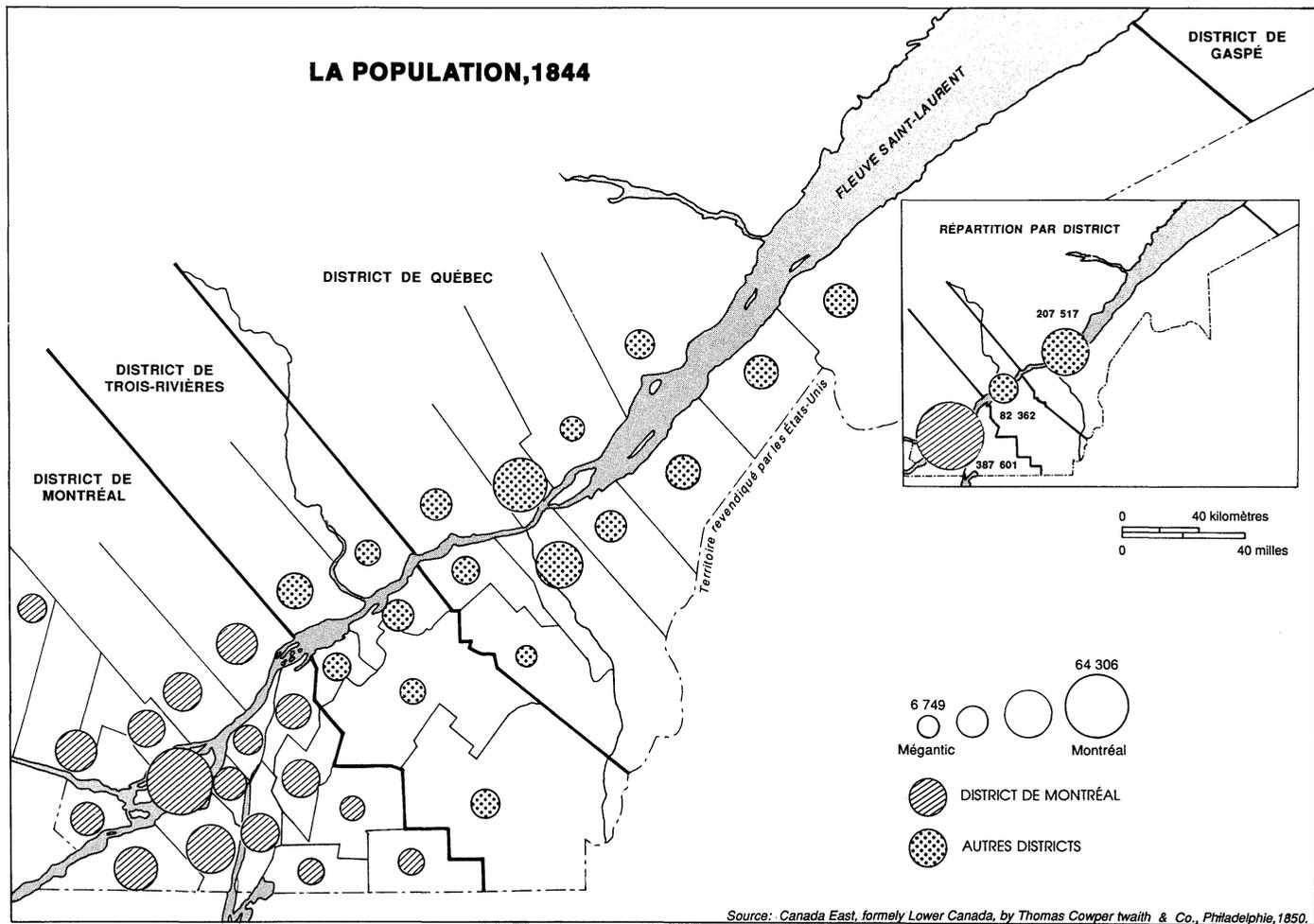
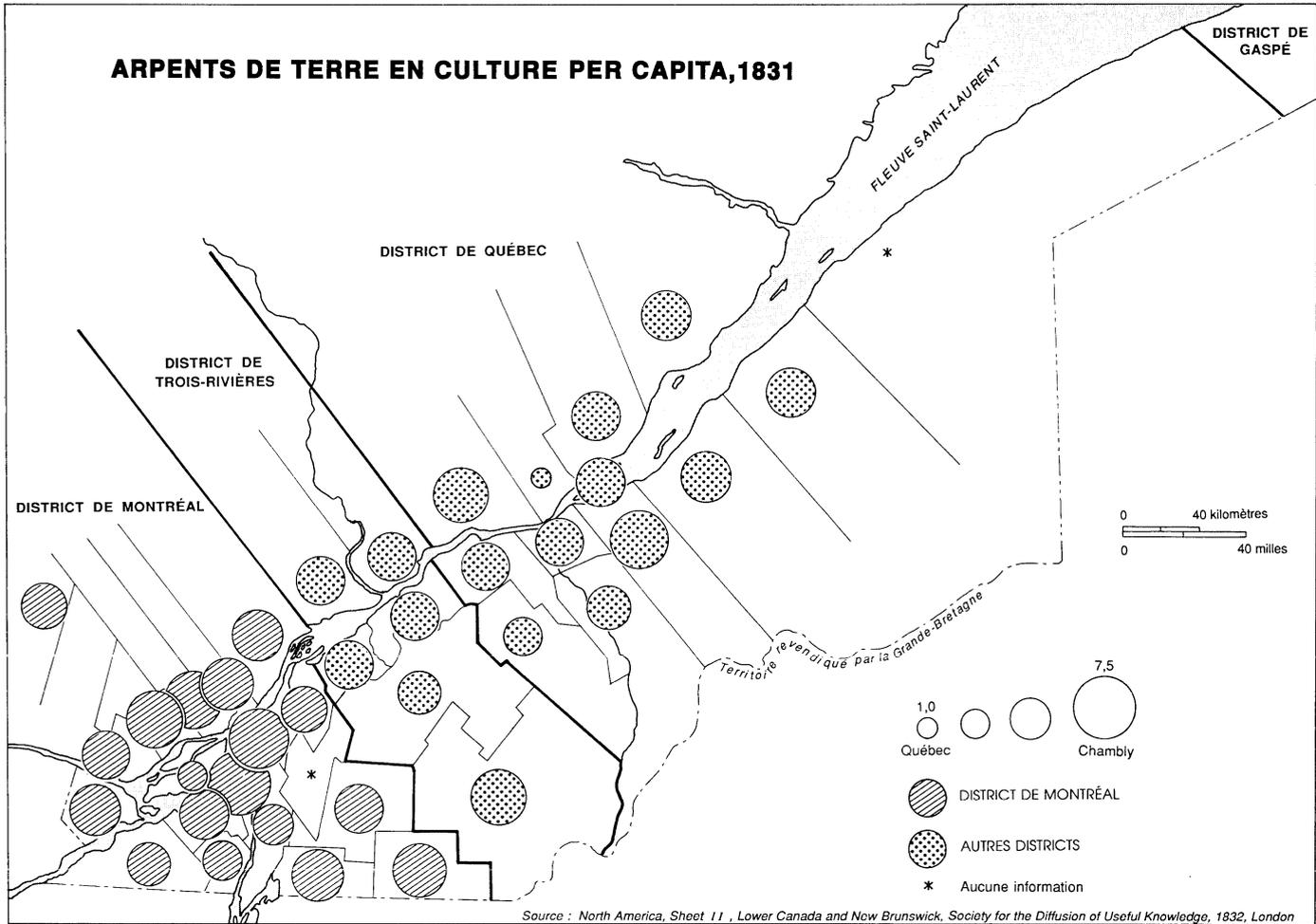


Figure 9

Figure 10



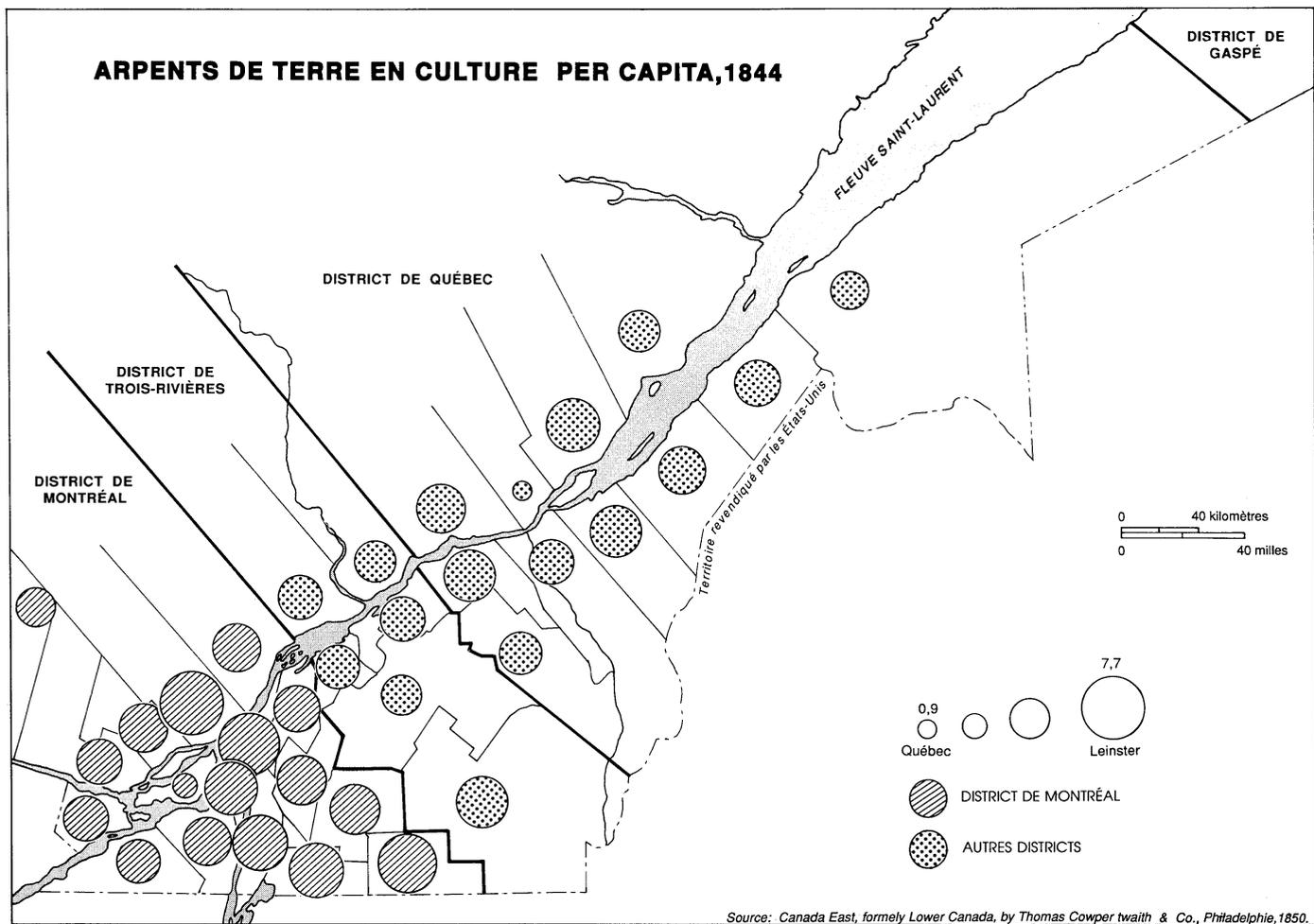
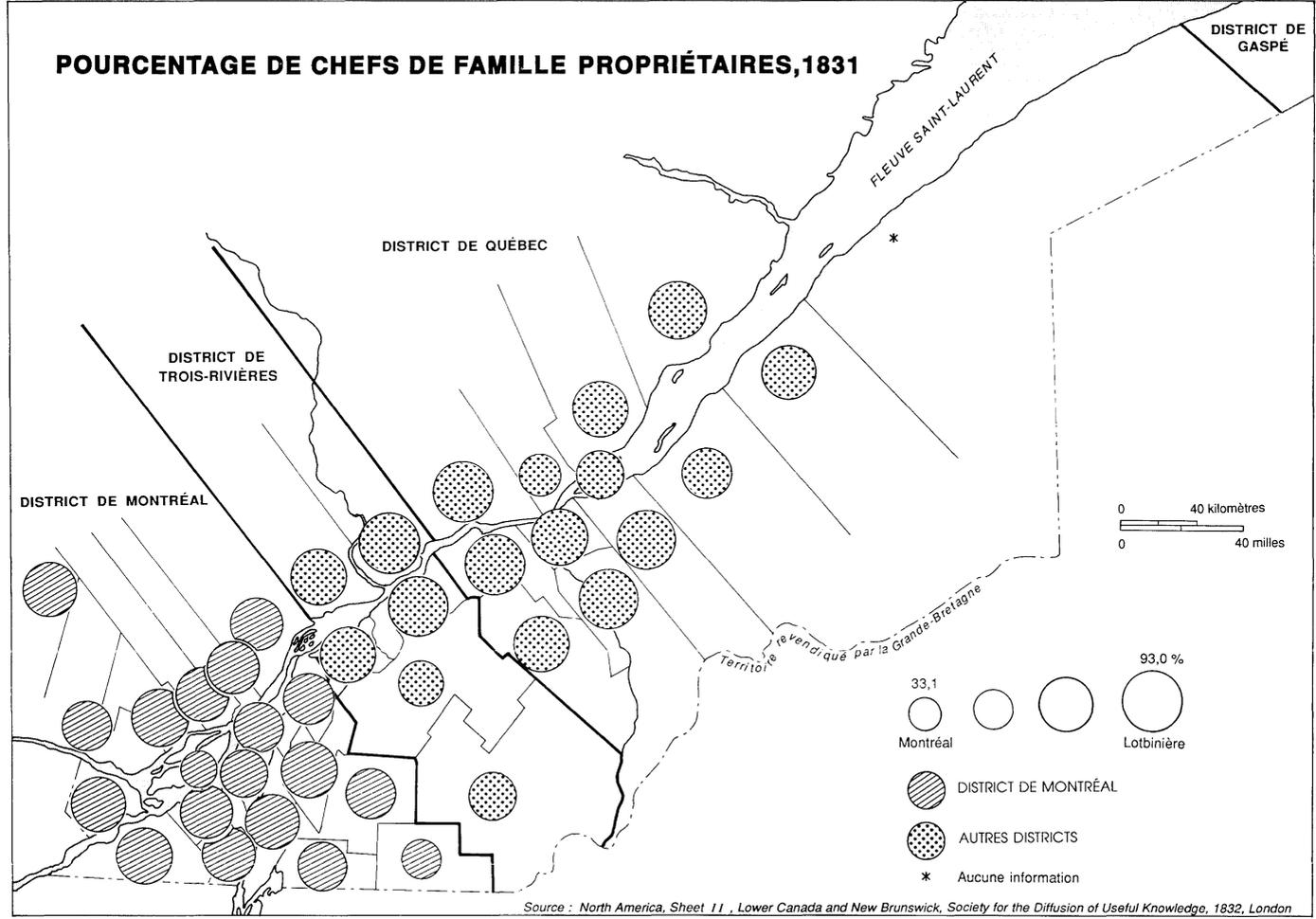
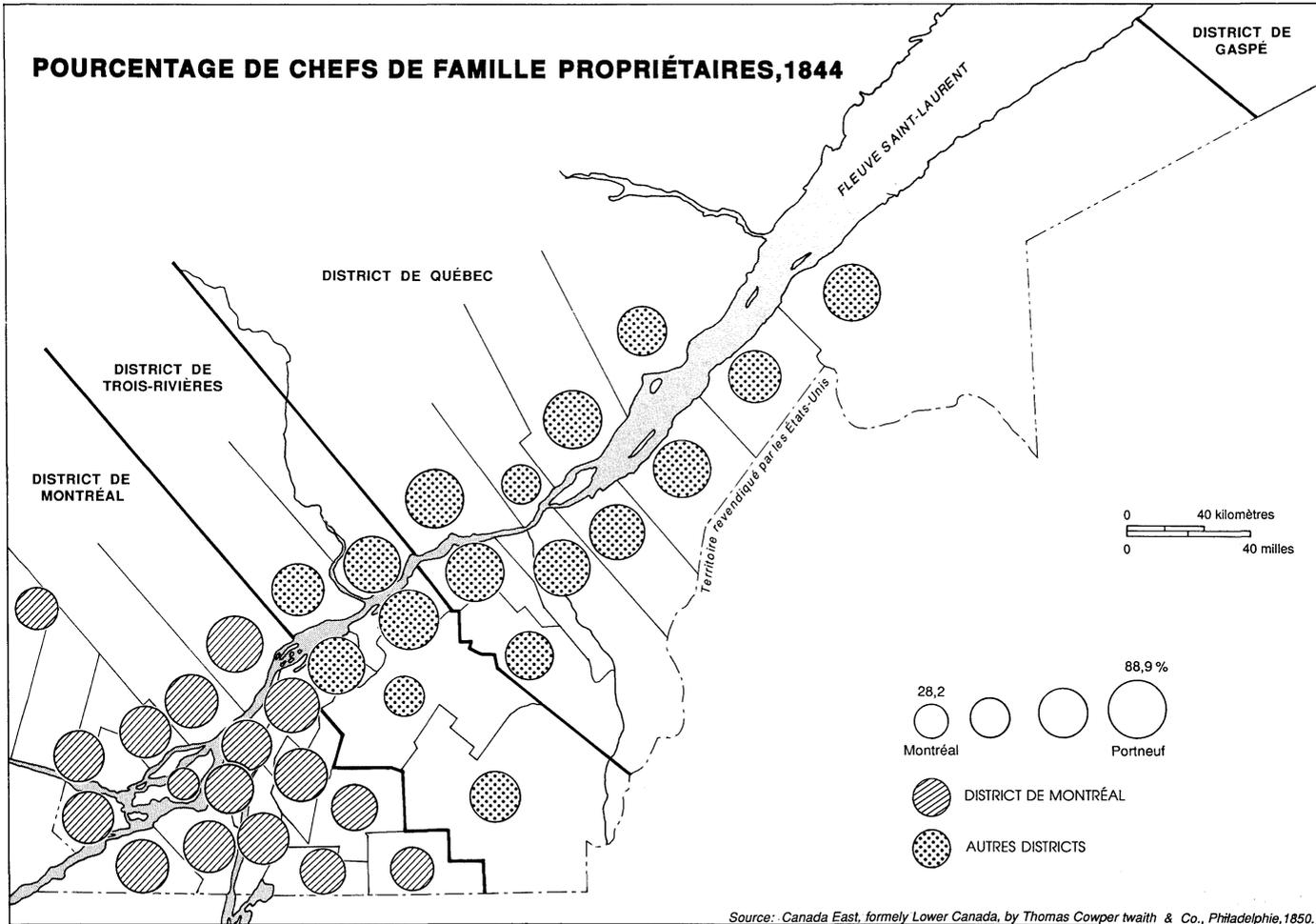


Figure 11

Figure 12

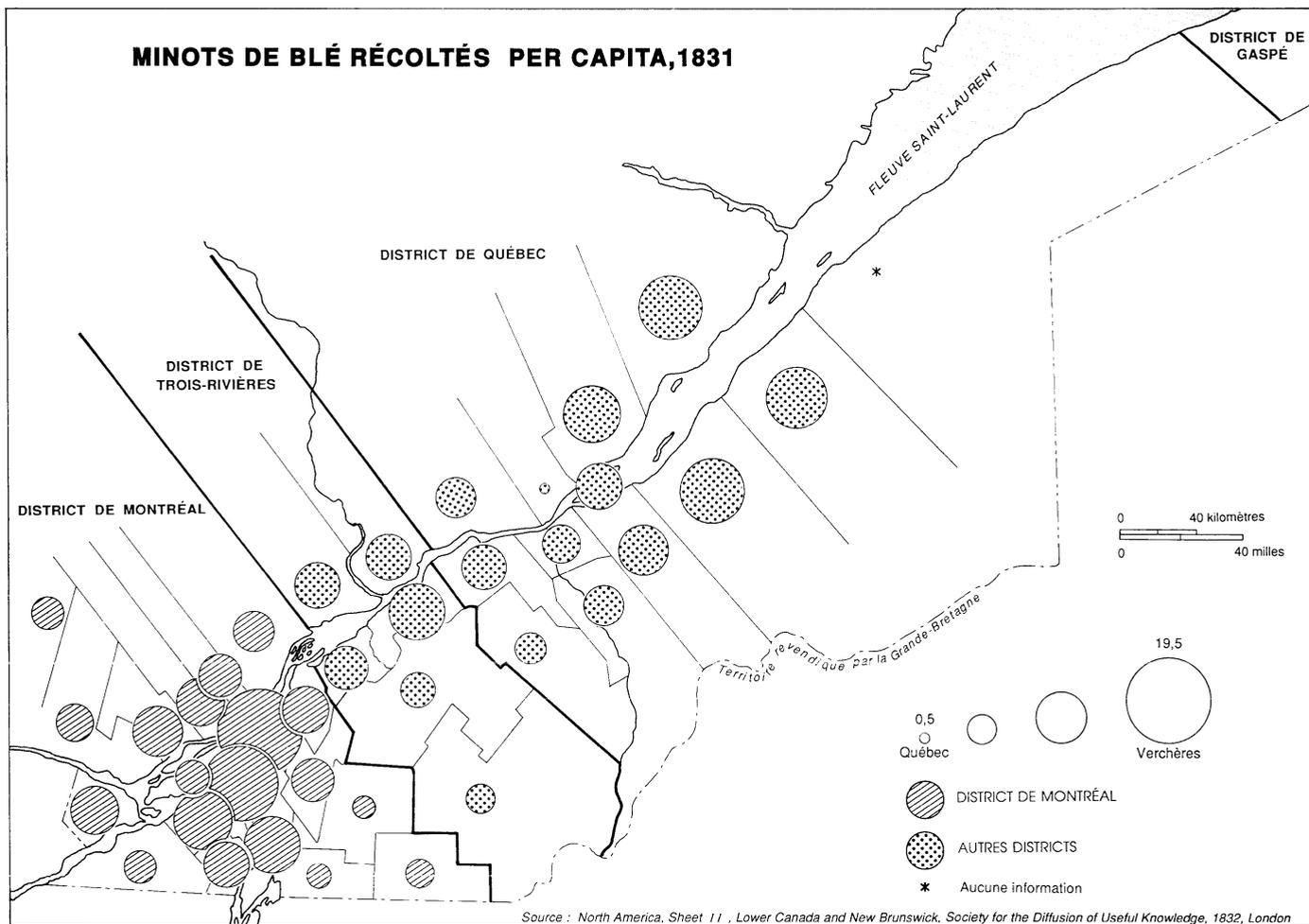


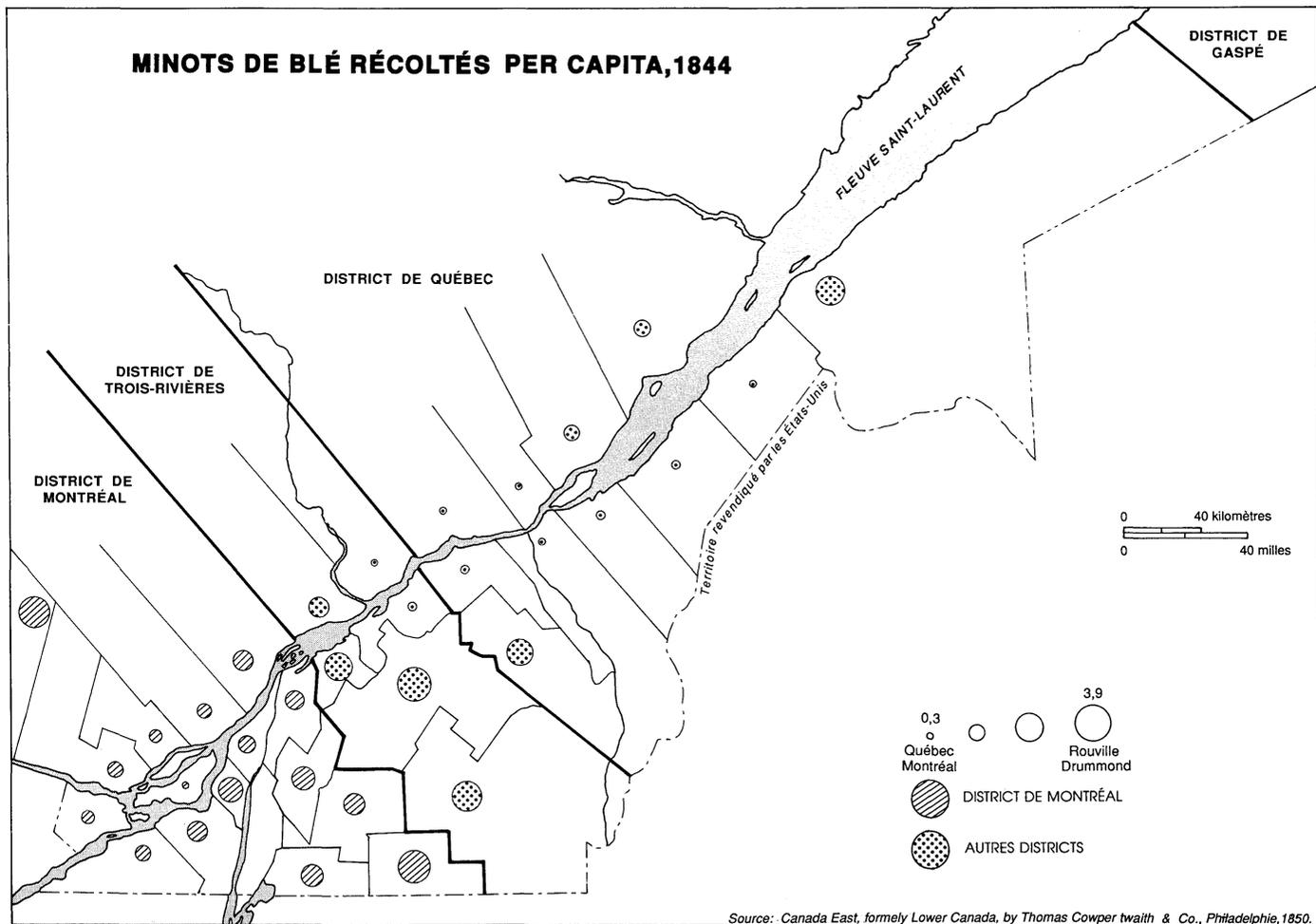


Source : *Canada East, formerly Lower Canada*, by Thomas Cowper twaith & Co., Philadelphie, 1850.

Figure 13

Figure 14

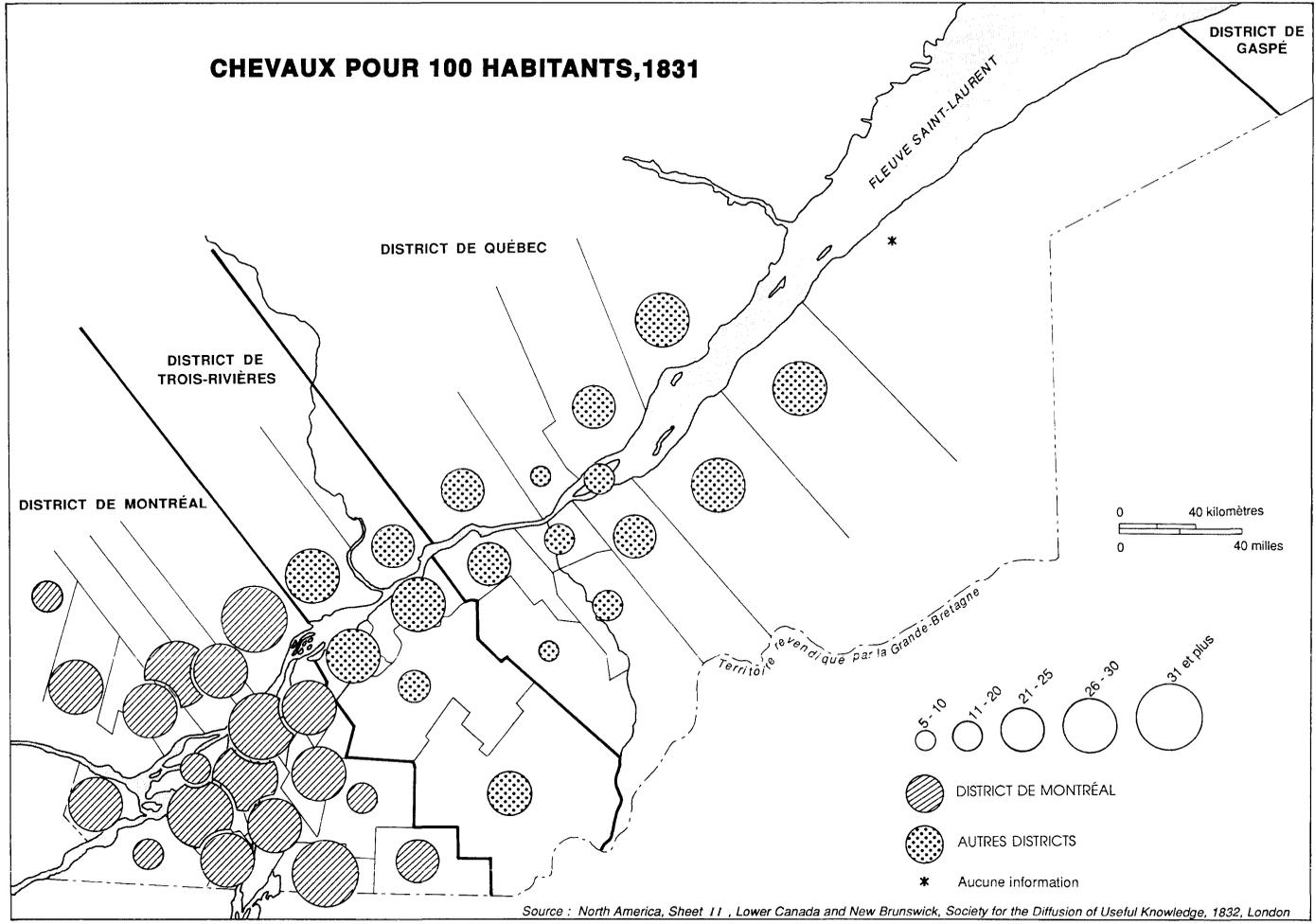




Source: *Canada East, formerly Lower Canada*, by Thomas Cowper twaith & Co., Philadelphia, 1850.

Figure 15

Figure 16



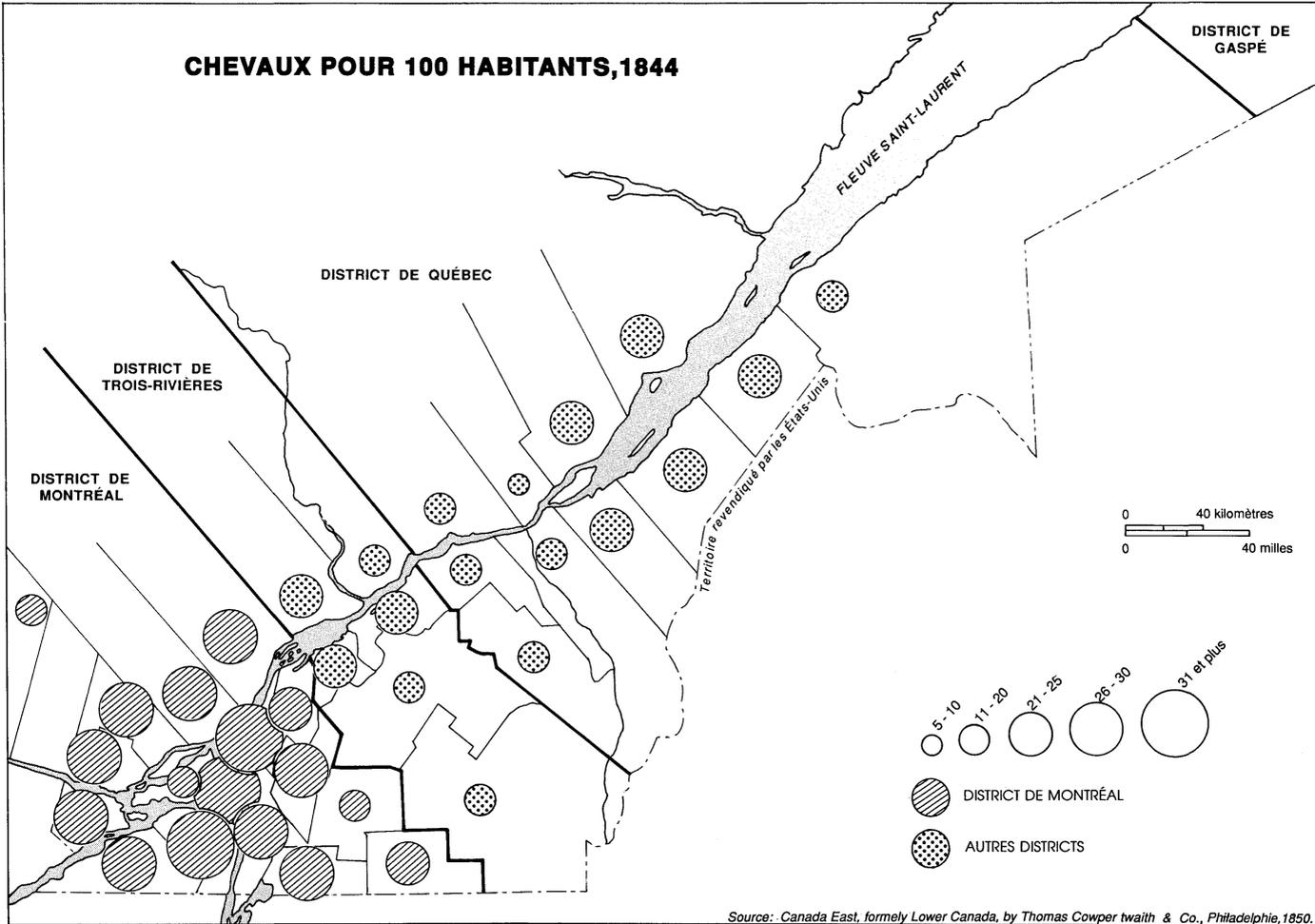


Figure 17

Figure 18

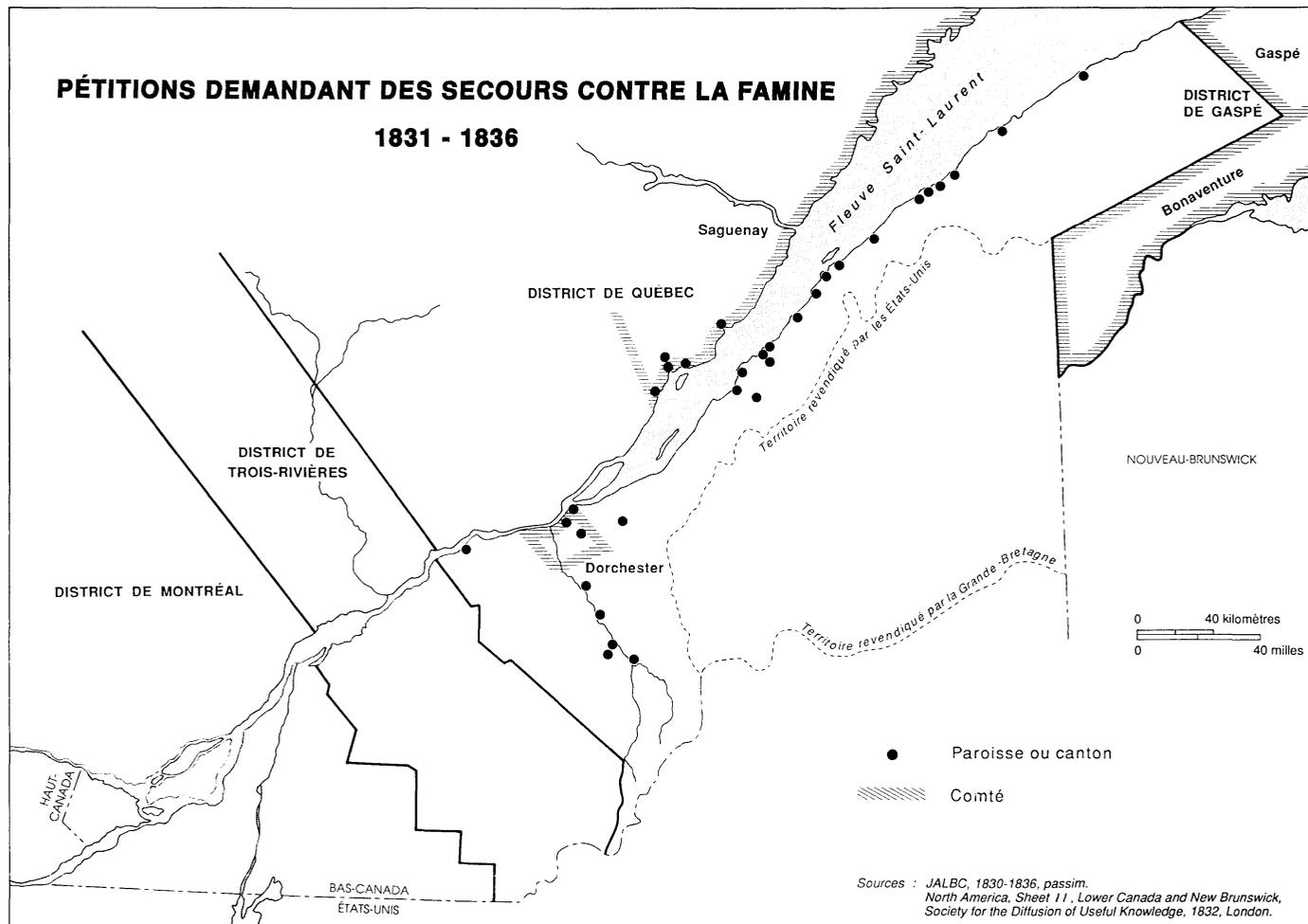
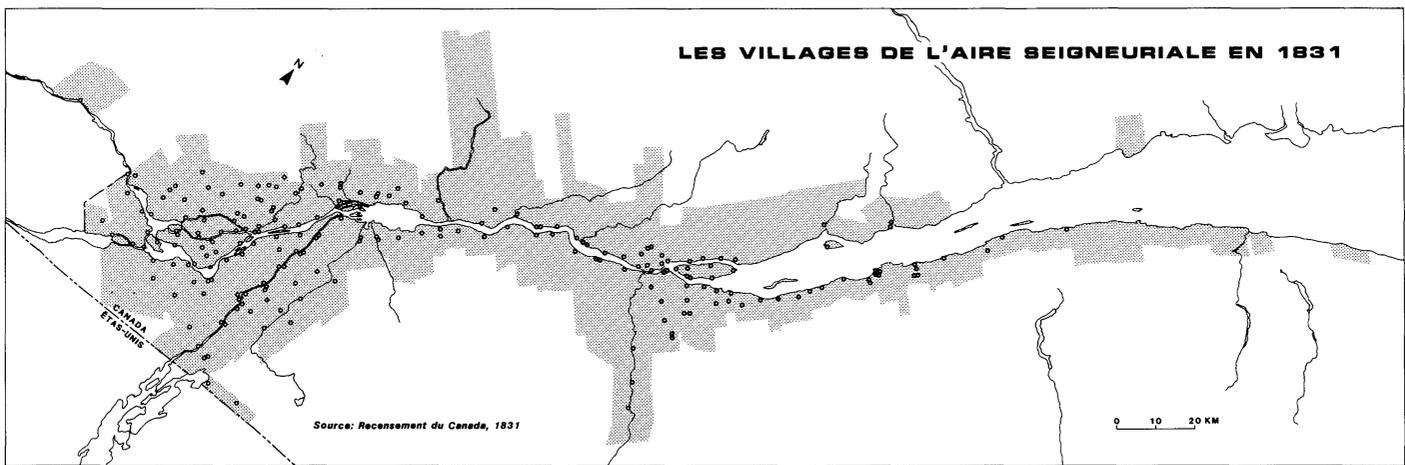


Figure 19



Laboratoire de Cartographie, Département de géographie, Université Laval

du Vermont. Ce carrefour, au centre des espoirs des patriotes, devient rapidement l'objet de leurs déceptions.

Les patriotes ne sont pas les seuls civils impliqués dans les conflits armés de 1837-1838. Les « constitutionnels », loyaux à la Couronne et hostiles à la rébellion, y prennent aussi part, formant des *Volunteer Corps* afin d'aider les troupes régulières britanniques. La distribution géographique de ces unités — organisées au niveau local ou au niveau du comté — illumine un peu les conflits locaux qui forment souvent un élément important de la crise générale (figure 6). La grande concentration de compagnies de volontaires dans les villes du Bas-Canada et dans les zones de peuplement anglophones sera discutée plus loin. Un autre aspect des tendances du recrutement de volontaires doit aussi retenir l'attention : la prédominance du district de Montréal. En gros, les loyalistes actifs habitent les mêmes secteurs de l'Ouest du Bas-Canada que leurs ennemis rebelles. Dans le district de Montréal, il y a toutefois des divergences de détail entre les distributions d'unités de volontaires et de patriotes emprisonnés. En plus du caractère majoritairement urbain des corps de loyalistes, notons la concentration d'unités dans les établissements immigrants au nord des comtés des Deux-Montagnes et de Terrebonne. Nous retrouvons toutefois des compagnies de volontaires éparpillées çà et là dans les campagnes du district de Montréal, même dans un château fort patriote comme la vallée du Richelieu.

Sans coïncider complètement, les régions de participation patriote entrecoupent les régions de participation loyaliste à un degré considérable. Nous croyons que cette correspondance révèle un lien intime entre la mobilisation de patriotes et la mobilisation de loyalistes ruraux. Les volontaires sont non seulement animés par une allégeance abstraite à la reine Victoria, mais aussi par des inquiétudes immédiates concernant les activités des patriotes de la région (cette explication ne s'appliquant pas aussi bien aux corps de volontaires de Québec et de Montréal). De plus, la formation de bandes de loyalistes armés avive certainement les peurs des patriotes et stimule encore plus la mobilisation de ces derniers. Donc, aux niveaux régional et local, il y a un processus réciproque de mobilisation et de contre-mobilisation. Chacun veut venger des affronts et protéger sa famille des menaces réelles ou imaginaires des opposants politiques du voisinage.

AXES DU CONFLIT

Quelles tensions sous-tendent le drame de 1837-1838 ? Et quels conflits internes dégénèrent en confrontations armées lorsque l'autorité normale de l'État s'effondre ? Comme la plupart des crises révolutionnaires, la rébellion du Bas-Canada est un phénomène complexe qui ne peut se réduire à une seule dimension. Sans saisir tous les aspects de la révolte, nos cartes aident à indiquer certaines lignes internes de conflits qui animent la rébellion.

Ces cartes suggèrent en premier lieu une confrontation ville-campagne (voir Greer, 1987). Les camps patriotes de 1837-1838 sont tous ruraux et tous les combats importants ont lieu dans les campagnes du district Ouest. Les patriotes emprisonnés y survivent plus communément de paroisses rurales et, en même temps, un nombre démesuré de corps de volontaires sont basés à Québec ou à Montréal. La dynamique militaire des deux soulèvements tourne aussi autour de cet axe ville-campagne. À leurs moments d'optimisme, les insurgés songent à attaquer Montréal pour descendre ensuite assiéger Québec (ANQ, 1837-1838, n° 590, le 2 février 1838 ; APC, RG4 B37, 1 :

8, le 5 mars 1838). Réciproquement, aussitôt que les combats commencent en novembre 1837, les magistrats urbains ordonnent l'érection de barricades sur toutes les routes menant à Montréal. Les patriotes ne réussissent pas à mener de tels combats offensifs. Leurs campagnes militaires sont au contraire entièrement défensives. Ce n'est pas la campagne qui attaque la ville, mais bien la ville qui envahit la campagne.

Nous ne prétendons pas que tous les citadins du Bas-Canada supportent le gouvernement alors que tous les ruraux lui sont opposés. Les figures 4, 5 et 6 montrent que plusieurs corps de volontaires proviennent de la campagne et que des douzaines d'hommes de Montréal sont arrêtés pour trahison. De plus, on sait bien que la ville de Montréal a été un foyer d'activité et d'agitation patriote durant la période menant au conflit armé. Cependant, il est clair que, lors d'une guerre civile, malgré leur popularité urbaine, les patriotes sont faibles à Montréal et à Québec. Les constitutionnels sont sortis victorieux des émeutes du 6 novembre 1837 à Montréal et, avec la présence de la garnison britannique, les patriotes ont peu d'espoir de remporter des combats de rue. Un officier militaire en poste à Montréal rapporte : « Indeed there can be no apprehension for the safety of Montreal — for an open town it is more easily fended against a mob than any place I ever saw » (APC, MG11, Q239-1 : 68, le 6 novembre 1837). Plus tard, au début décembre, alors que les patriotes s'agitent toujours au nord de la ville, un magistrat loyaliste écrit de Montréal : « Quoique nous souffrions beaucoup de n'avoir pas un Régiment de plus dans cette ville... nous ne craignons cependant rien pour la ville ; douze mille paysans n'y feraient aucune impression » (McCord Museum, collection de Rocheblave, de Rocheblave à Bouthillier, le 5 décembre 1837).

En grande partie, Montréal se distingue en tant que bastion contre-révolutionnaire parce que c'est un poste militaire important. Nous pourrions même aller plus loin et suggérer que le conflit urbain-rural de 1837-1838 reflète une tendance ancienne — apparente dans plusieurs pays mais surtout au Canada français sous les régimes français et anglais — de la concentration des instruments du pouvoir de l'État dans les villes. L'administration gouvernementale, l'armée et même la hiérarchie de l'Église sont presque entièrement des entités urbaines. En conséquence, une lutte entre le gouvernement et le peuple prend par nécessité la forme d'une confrontation entre la ville et la campagne. La rébellion dépasse toutefois cet axe de conflit puisque la différence entre l'urbain et le rural recoupe et renforce la dimension ethno-linguistique du conflit.

En comparant les cartes des actes de rébellion de 1837-1838 avec la géographie des origines nationales (figure 7), nous obtenons un second axe de conflit : celui opposant Canadiens français et Canadiens anglais⁵. Le district de Montréal est le foyer de la majorité des non-Canadiens français et la plupart de ceux-ci sont des immigrants des îles britanniques. En fait, c'est la seule région — à l'exception de la ville de Québec et des Cantons-de-l'Est — où les colons britanniques forment un élément important de la population. Donc, la rébellion a généralement lieu dans le district partagé par Français et Anglais. Plus spécifiquement, certaines des localités où le conflit est le plus aigu — le comté des Deux-Montagnes et le Haut-Richelieu — sont des régions où l'on retrouve une même proportion des deux groupes linguistiques à proximité l'un de l'autre. Alors que plusieurs immigrants britanniques s'établissent dans les Cantons-de-l'Est et dans la périphérie rurale du district de Montréal, un grand nombre prend aussi racine dans les villes du Bas-Canada. L'immigration massive de la décennie précédant la rébellion gonfle les populations de Québec et de Montréal et altère dramatiquement leur composition ethnique. Au moment des insurrections, il y a un nombre à peu près égal d'anglophones et de francophones dans les deux villes (Ouellet, 1972, p. 181 ; Robert, 1977, p. 188 ; Rudin, 1986, p. 35). La population anglaise du Bas-Canada est

donc surtout urbaine alors que les campagnes demeurent largement françaises, même dans la majeure partie du secteur Ouest. L'axe urbain-rural de 1837-1838 se lie ainsi à l'aspect national du conflit.

Devons-nous, comme Lord Durham, attribuer la rébellion au Bas-Canada à « l'animosité raciale » (Lucas, 1912, 2 : 16) ? Nous ne partageons pas ce point de vue. Si nos indices suggèrent une corrélation entre le conflit patriotes-loyalistes et les divisions nationales à l'intérieur de la population du Bas-Canada, cette corrélation n'indique pas une relation de cause à effet. Il n'y a aucune raison de penser que la friction entre Français et Anglais est primordiale et que le débat politique et la guerre civile suivent cette division primaire. La haine ethnique ne peut-elle pas tout aussi bien être le résultat de la polarisation politique⁶ ? Nos données cartographiques demeurent muettes sur ce point.

Plusieurs aspects du drame de 1837-1838 tels que le conflit entre riches et pauvres, censitaires et seigneurs, ou hommes et femmes se prêtent mal au traitement cartographique. Sans nier l'importance de ces axes de conflit, nos cartes suggèrent bel et bien que les confrontations entre ville et campagne et entre Français et Anglais sont des éléments importants de la rébellion.

LES PARTICULARITÉS DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Puisque tous les événements importants de 1837 et 1838 se produisent dans une partie du Bas-Canada, on doit se demander en quoi celle-ci — le district de Montréal — diffère des autres régions plus calmes de la province. Pour ce faire, il s'agit de cartographier certains indices socio-économiques disponibles pour la première moitié du XIX^e siècle. Nos principales sources pour les cartes qui suivent sont les compilations publiées des recensements du Bas-Canada de 1831 et de 1844. Nous sommes conscients des lacunes de ces recensements (Greer, 1985, p. 234 ; Gagnon, 1985, chapitre 5). Comme toutes les statistiques datant de la première moitié du XIX^e siècle, les données du recensement portant sur la population, la propriété foncière et l'agriculture sont souvent recueillies avec peu de soin. Toutefois les recensements sont les seules sources sur ces sujets qui couvrent toute la province (ou presque) à un moment donné. Écarter ces données signifierait renoncer à l'analyse de la géographie socio-économique du Bas-Canada. Utilisés prudemment, les recensements présentent une bonne approximation de la réalité. Cette réalité se trouve généralement confirmée par les recherches sur les inventaires après décès, les dîmes et les pétitions demandant des secours contre la famine.

Le district de Montréal se distingue premièrement par son indiscutable prépondérance démographique (figures 8 et 9). Depuis le XVII^e siècle, le mouvement de migration interne se dirige généralement vers l'ouest de la colonie. Ceci reflète largement ses caractéristiques géographiques ; la *plaine de Montréal* présente un vaste territoire de colonisation, un climat relativement doux et des terres fertiles, alors qu'en aval de Québec, les montagnes limitent le peuplement à une mince bande riveraine et l'agriculture subit les contraintes d'un été plus court. À l'époque des rébellions, la population du district de Montréal dépasse largement celle des autres régions. Même en additionnant les populations, tant urbaines que rurales, de tous les autres districts du Bas-Canada et en ajoutant celle de la ville de Montréal, on retrouve toujours une plus grande population dans les seules paroisses rurales du district Ouest. Dès lors, une révolte dans cette partie de la province n'est pas un événement négligeable !

Le district de Montréal est-il surpeuplé ? Présente-t-il un tableau de pauvreté et de retard agricole ? On ne peut ignorer ces questions car les historiens ont depuis longtemps relié les rébellions de 1837-1838 aux frustrations de paysans souffrant des suites d'une crise agricole (Parker, 1969 ; Ouellet, 1972 et 1976). Pour vérifier cette interprétation, nous devons comparer les conditions qui prévalaient dans les campagnes agitées de l'Ouest et celles des districts paisibles de Québec et de Trois-Rivières.

Les figures 10 et 11 suggèrent que les habitants des comtés du district de Montréal ont autant de terre sous la charrue que ceux des autres parties de la province. En fait, il y a même un peu plus de terre cultivée par habitant que dans le district de Québec et environ la même superficie que dans le district de Trois-Rivières. Cela dit, cette abondance relative de terre arable pour chaque habitant de la région Ouest cache un fait important : toutes les familles ne possèdent pas leur lopin de terre. En fait, la proportion de propriétaires est substantiellement plus basse dans le district de Montréal que dans les deux autres districts (figures 12 et 13). Que peut-on déduire de ces données ? Le nombre relativement élevé de personnes n'ayant pas accès à la propriété pourrait être une source de mécontentement des habitants de l'Ouest du Bas-Canada. Ce n'est toutefois pas un symptôme de « retard économique ». Les non-propriétaires du district de Montréal sont surtout des chefs de famille qui cultivent des terres louées, qui travaillent comme journaliers ou qui ont des occupations autres que l'agriculture (Greer, 1985). On peut même voir dans leur présence un signe de développement économique plutôt que de stagnation. De plus, les taux de propriété relativement bas indiquent le rôle important que joue le capital dans la campagne montréalaise. Il est à noter qu'à travers le Bas-Canada, le taux de propriété foncière tend à être moins élevé dans les Cantons-de-l'Est et dans les comtés situés près des deux villes principales.

En autant que l'agriculture est concernée, le district de Montréal n'a aucune raison d'envier le reste du Bas-Canada. Favorisé par la nature, il est depuis longtemps le centre agricole de la vallée du Saint-Laurent. Les études de Harris et Warkentin (1974) et de Wien (1987) sur la géographie agricole du Canada au XVIII^e siècle montrent des tendances constantes en 1739 et de 1787 à 1790. Les paroisses entourant Montréal produisent des surplus substantiels de blé qui contrastent avec les performances médiocres enregistrées en aval. La carte de Louise Dechêne (1986, p. 193), basée sur les rapports de récolte des curés, suggère une tendance semblable en 1815. Ainsi les communautés déclarant des récoltes abondantes sont surtout situées dans le district de Montréal. Nos propres cartes, basées sur les recensements de 1831 et 1844, montrent que c'est toujours dans ce même district que l'on trouve les meilleures performances agricoles, surtout en ce qui concerne la production du blé (figures 14 et 15). Les comtés de la vallée du Richelieu, un des principaux foyers des deux soulèvements, constituent toujours le cœur agricole de la province. Par contre, un autre centre de la résistance patriote de 1837, le comté des Deux-Montagnes, ainsi que d'autres parties du district de Montréal moins impliquées dans l'insurrection, atteignent des niveaux de production plutôt modestes. En gros, l'agriculture du district de Trois-Rivières semble rivaliser avec celle de la région de Montréal (quoique les chiffres *per capita* minimisent la productivité de cette dernière où une plus grande proportion de la population est impliquée dans des activités non agricoles). C'est plutôt la section orientale du Bas-Canada qui fait figure de cas exceptionnel en ce qui concerne l'agriculture des années 1830 et 1840.

La relative pauvreté du district de Québec est encore plus évidente lorsqu'on regarde les statistiques sur la performance agricole et le niveau de vie. La mendicité y est beaucoup plus fréquente que dans les autres districts (tableaux 1 et 2). Par ailleurs, les habitants des campagnes environnant Québec possèdent moins de chevaux que

Tableau 1

**Caractères socio-économiques des sections rurales
des districts de Montréal, Trois-Rivières, et Québec, 1831**

	<i>Montréal</i>	<i>Trois-Rivières</i>	<i>Québec</i>
Population	258 267	52 598	129 728
Villages urbains (aire seigneuriale seulement)	109	20	79
Population des villages (aire seigneuriale seulement)	12%	8%	10%
Chevaux (pour 100 000)	28 676	25 233	19 539
Mendiants (pour 100 000)	184	150	497
Rente seigneuriale moyenne (livres par 90 arpents)	23,0	11,1	9,4

Source: Recensement de 1831 dans JCABC, 1831-1832, app 00; Courville (1983, 1984).

Tableau 2

**Caractères socio-économiques des sections rurales
des districts de Montréal, Trois-Rivières, et Québec, 1844**

	<i>Montréal</i>	<i>Trois-Rivières</i>	<i>Québec</i>
Population	324 558	65 580	172 551
Canadiens français (%)	78,1	93,9	89,4
Nés hors du B.C. (%)	10,2	3,2	5,8
Chevaux (pour 100 000)	27 865	20 910	18 542
Mendiants et pauvres (pour 100 000)	316	195	1 595

Source: Recensement de 1844, JALC, 1846, app. D.

ceux qui vivent dans l'Ouest et dans le centre du Bas-Canada (figures 16 et 17). Le calme qui régna dans le district de Québec en 1837-1838 fut attribué à l'importance de l'industrie forestière de la région. D'après cette interprétation, les revenus des camps de bûcherons compensent les déficiences agricoles (Ouellet, 1966). S'il est certain que des individus profitent grandement de cette industrie, on peut se demander combien d'argent se retrouve effectivement dans les poches des habitants-bûcherons. En dépit de l'activité forestière, les statistiques brossent un tableau de pauvreté dans la campagne de Québec. Les résultats de l'analyse d'inventaires-après-décès supportent et confirment l'impression obtenue du recensement. Dans les années 1830, les avoirs des paysans du district de Québec sont nettement inférieurs à ceux des paysans de la région de Montréal (Wallot et Paquet, 1986).

Si le district de Montréal est plus prospère que celui de Québec, comment subit-il la détresse aiguë qui frappe le Bas-Canada dans les années 1830 et 1840? En comparant la production de blé par habitant de 1844 avec celle de 1831, il est clair que

cette récolte de base a grandement souffert dans l'intérim. Il est vrai que la récolte enregistrée au recensement de 1831 fut exceptionnellement bonne. Mais toutes les statistiques, ainsi que les commentaires de l'époque, indiquent que le blé manqua misérablement à partir de 1834. Les mauvaises récoltes sont courantes dans l'agriculture traditionnelle et le Canada français en a connu plusieurs. Mais ce qui rend la crise du blé des années 1830 aussi sérieuse, ce sont les manques successifs qui annoncent la fin de la culture du blé au Bas-Canada. On a soutenu que cette crise est plus grave dans la région de Montréal et en fait les statistiques indiquent que le déclin du blé y est plus prononcé (Parker, 1957). Toutefois, ceci reflète surtout la force relative de l'agriculture de cette région avant la crise. Notons que la production du blé par habitant dans le district de Montréal est toujours le double de celle du district de Québec en 1844.

Il nous semble que les difficultés agricoles de l'Est et de l'Ouest du Bas-Canada vers le milieu des années 1830 sont d'un ordre différent. Dans certaines parties du district de Québec il y a disette réelle. D'après les contemporains, la famine n'est évitée que grâce à l'intervention de l'État et des œuvres de charité. De 1830 à 1836, les journaux de la Chambre d'Assemblée rapportent 36 pétitions de diverses paroisses et comtés demandant des secours contre la détresse. Comme le montre la carte de la figure 18, aucune de ces pétitions ne provient des districts de Montréal ou de Trois-Rivières ! L'effondrement du blé a certainement eu de sérieuses conséquences pour les paysans de l'Ouest. Les insuffisances de cette récolte commerciale augmentent sûrement l'endettement envers le seigneur et le marchand et rendent plus difficile l'établissement des enfants. Les gens doivent peut-être se priver de certains produits auxquels ils se sont habitués. Toutefois, rien n'indique qu'une famine se soit répandue. Les récoltes de blé ne rapportant plus, les familles semblent avoir survécu en dépendant plutôt de la volaille, des produits laitiers, ainsi que des jardins potagers (Greer, 1985, p. 215). Dans l'économie domestique de toute paysannerie il y a toujours une combinaison d'auto-suffisance et de participation au marché. Pendant les années 1830 dans le district de Québec, la crise frappe apparemment les habitants aux deux niveaux, affectant non seulement leur bourse mais aussi leur estomac. Dans la région Ouest du Bas-Canada, la détresse est sérieuse mais non fondamentale puisqu'elle touche surtout les activités d'achat, de vente et d'emprunt plutôt que la subsistance même.

En somme, la géographie de la misère agraire au Bas-Canada ne correspond pas à la géographie de l'insurrection rurale. Au contraire, la détresse est plus grande dans le district tranquille de Québec, tandis que l'agriculture du district rebelle de Montréal demeure relativement prospère. Cependant, les avantages du district Ouest ne sont pas très grands mais plutôt relatifs. Il serait donc faux de vouloir renverser la thèse traditionnelle et faire de la rébellion le produit de la prospérité. Nos données jouent plutôt un rôle négatif. Elles nous mettent en garde contre les dangers d'un déterminisme économique mécanique qui expliquerait le soulèvement des masses rurales en 1837-1838 en associant celui-ci à une simple « émeute de la misère ».

La carte des redevances seigneuriales établie par Serge Courville (1983) à partir du recensement de 1831 montre un contraste saisissant entre l'Ouest et le reste de la province. Parmi les seigneuries pour lesquelles on dispose de données, les cens et rentes moyens pour une terre de 90 arpents sont de 23,0 livres dans le district de Montréal mais seulement de 11,1 dans le district de Trois-Rivières et de 9,4 dans le district de Québec. Les taux plus élevés à l'ouest sont probablement un autre indice de la prospérité agricole traditionnelle de cette région. La colonisation relativement récente de plusieurs seigneuries du district de Montréal explique également cet écart. En effet, la tendance générale des cens et rentes des nouvelles concessions du XVII^e au

XIX^e siècle est à la hausse. Les nouveaux établissements de l'Ouest paient généralement plus que les vieilles seigneuries de l'Est. Il n'est donc pas surprenant de découvrir dans les pétitions dénonçant des abus seigneuriaux que le ressentiment des censitaires envers leurs seigneurs est plus élevé dans le district de Montréal (Michaud, 1982). Le fardeau féodal est particulièrement lourd dans la région de Montréal et fait surgir de nombreuses plaintes dans les années précédant la rébellion. Se peut-il que l'anti-seigneurialisme ait une plus grande importance dans les insurrections que ne l'admettent généralement les historiens ?

Le district de Montréal se distingue aussi par son développement urbain. Au XVIII^e siècle il y a peu de concentrations d'habitants dans la vallée du Saint-Laurent à part les trois villes principales. Les recherches de Serge Courville (1984, 1986, 1987) démontrent toutefois qu'un réseau de « villages urbains » se développe dans les décennies précédant la rébellion. La carte de la figure 19 montre que ces bourgs sont plus nombreux dans le district de Montréal. Évidemment, cette concentration de villages reflète en grande partie la prépondérance démographique et l'étendue du peuplement dans le district de Montréal. Cependant, l'urbanisation de ce district est quand même plus forte que celle des autres, toutes proportions gardées. Selon le recensement de 1831, environ 12% des habitants du district de Montréal vivent dans des villages, tandis que pour les districts de Trois-Rivières et de Québec, ces chiffres sont de 8% et de 10% (tableau 1). De plus, certains *villages* de l'Ouest sont des bourgs assez importants. Après Québec, Montréal et Trois-Rivières, les huit plus grandes agglomérations du Bas-Canada en 1831 sont toutes situées dans le district de Montréal (Robert, 1977). Cette urbanisation, même limitée, témoigne d'une maturité grandissante et d'une diversité économique un peu plus avancée dans le district de Montréal. D'autre part, il faut noter que des villages-bourgs, tels que Saint-Denis et Napierville, jouent un rôle considérable dans les événements de 1837-1838 en tant que points de ralliement patriote.

Finalement, le district de Montréal se distingue par sa composition ethnique particulière (figure 7). La ville de Québec compte certainement plusieurs immigrants britanniques, mais c'est seulement dans l'Ouest qu'un nombre considérable d'immigrants s'établissent à la campagne. Le recensement de 1831 nous apprend que, en dehors des villes de la province, les immigrants arrivés depuis moins de six ans forment 5,2% de la population rurale du district de Montréal. Cette proportion est loin d'inclure la population britannique totale puisqu'elle ignore ceux arrivés avant 1825 aussi bien que les enfants nés au Canada. Des comparaisons avec les autres districts sont quand même intéressantes. On ne retrouve que 0,9% d'immigrants dans le district de Trois-Rivières et seulement 0,3% dans la campagne de Québec. En d'autres termes, ces régions attirent peu d'immigrants et demeurent solidement canadiennes-françaises.

CONCLUSION

La partie rebelle de la province se distingue donc du reste du Bas-Canada par un lourd fardeau féodal et par la présence d'une minorité anglophone importante. Cette région n'est pas frappée par la pauvreté car on peut présenter le district de Montréal, dans la période précédant immédiatement l'insurrection, comme la partie la plus « développée » du Bas-Canada. Sa population déjà importante s'accroît d'immigrants venus de l'Est du Bas-Canada et d'outre-mer. Les signes avant-coureurs du capitalisme, tels que l'urbanisation et la dépossession de la paysannerie, y sont plus apparents que

n'importe où ailleurs dans la province. Sur ce point, le mouvement nationaliste du Bas-Canada apparaît en des circonstances semblables à celles qui engendrent des mouvements nationalistes dans les petites nations de l'Europe centrale et orientale (la Bohême, la Norvège, la Lithuanie, etc.). L'historien Miroslav Hroch (1985) note que les réveils nationalistes du XIX^e siècle ont en commun d'être plus forts dans une région particulière et, souvent, cette région est située près de groupes linguistiques étrangers. Relativement aux autres régions, ces noyaux patriotiques sont caractérisés par de grandes densités de population, une plus grande quantité de terres à blé fertiles et une plus grande intégration aux relations commerciales. De plus, ils sont à l'avant-garde des « cultural transformations characteristic of the emerging capitalist society » (Hroch, 1985).

Les conditions matérielles de la masse de la population rurale du district de Montréal ne sont certainement pas enviables dans les années 1830. Ces gens, qui forment la base de la force militaire patriote en 1837-1838, souffrent, tout comme leurs voisins à l'est, de l'effondrement des récoltes de blé. Ils paient des rentes seigneuriales relativement élevées et sont plus sujets que les résidents des autres régions aux dislocations associées au développement capitaliste. Même à la suite des problèmes agricoles des années 1830, ils demeurent toujours les habitants de la partie la plus riche et la plus avancée du Bas-Canada.

NOTES

¹ Les auteurs tiennent à remercier Serge Courville qui nous a généreusement permis d'utiliser deux de ses cartes et qui nous a fait bénéficier de ses connaissances de la géographie du Bas-Canada. L'université de Toronto a gracieusement subventionné la recherche pour cet article. M. Robichaud remercie le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour son support financier.

² En toute justice, il faut noter que les travaux de Fernand Ouellet contiennent de nombreux commentaires sur les différences régionales et locales à l'intérieur de l'économie du Bas-Canada. Toutefois, cette sensibilité à la diversité ne l'a pas conduit à entreprendre une analyse systématique des différences régionales de l'expérience économique.

³ Voir Parent (1984) et le texte de Lucie Blanchette-Lessard et Nicole Daigneault-Saint-Denis *La participation des groupes sociaux aux rébellions dans les comtés de Laprairie et de Deux-Montagnes* dans Bernard (1983), p. 327-343. Nous pouvons noter en passant qu'il existe certains dangers à tracer une distinction trop rigide entre « patriotes » et « autres », puisque la division n'est pas aussi claire que semblent le suggérer les données sur les arrestations, etc. Dans plusieurs localités, surtout à la suite du soulèvement de novembre 1838, les arrestations sont plutôt arbitraires et sans distinctions. Ceux qui se retrouvent sur les registres des prisons sont donc souvent des hommes ayant eu la malchance d'être au mauvais endroit au mauvais moment.

⁴ Notre source principale est la liste d'assemblées présentées par Blanchette-Lessard et Daigneault-Saint-Denis (1975, p. 95), modifiée sensiblement par nos propres recherches dans *La Minerve* et *The Vindicator*. Notons qu'il y a eu encore plus d'assemblées politiques au niveau local. Soulignons aussi que nous n'avons pas inclus la grande assemblée de Saint-Charles du 23 octobre, puisqu'il s'agit dans ce cas de plus qu'une simple assemblée de comté.

⁵ Le recensement de 1831 ne contient aucune donnée sur l'origine ethnique. Nous avons dû nous en remettre uniquement au recensement de 1844 sur ce point. Nous sommes cependant convaincus que la géographie ethnique du Bas-Canada lors de ce dernier recensement reflète celle qui existait lors des rébellions.

⁶ Le rôle du conflit ethnique lors des rébellions soulève une question complexe qui ne peut être entièrement couverte dans ce cadre limité. Allan Greer approfondira les détails de cette question dans un ouvrage à paraître. Nous devons toutefois signaler certaines parallèles avec la Révolution américaine. Dans les 13 colonies, ainsi qu'au Bas-Canada, les minorités ethniques et linguistiques avaient tendance à se rallier à la couronne. Voir Nelson (1961), p. 85-115.

BIBLIOGRAPHIE

- ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ) Collection événements de 1837-1838.
 ARCHIVES PUBLIQUES DU CANADA (APC) RG4 A1 (secrétaire civil, Bas-Canada); RG9 IA3 (adjudant-général des milices, Bas-Canada); MG11, Q (dépêches, Bas-Canada); MG13, W.O. 17 (*War Office records*).
- BERNARD, Jean-Paul (1983) *Les rébellions de 1837-1838: les patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*. Montréal, Boréal.
- BLANCHETTE-LESSARD, Lucie et DAIGNAULT-SAINT-DENIS, Nicole (1975) *Groupes sociaux patriotes et les rébellions de 1837-1838: idéologies et participation*. Montréal, Université du Québec à Montréal, thèse de maîtrise non publiée.
- BORTHWICK, John Douglas (1886) *History of the Montreal Prison from A.D. 1784 to A.D. 1886*. Montréal.
- COURVILLE, Serge (1983) Rente déclarée payée sur la censive de 90 arpents au recensement nominatif de 1831: méthodologie d'une recherche. *Cahiers de géographie du Québec*, 27 (70): 43-61.
- _____ (1984) Esquisse du développement villageois au Québec: le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854. *Cahiers de géographie du Québec*, 28 (73-74): 9-46.
- _____ (1986) Villages and Agriculture in the Seigneuries of Lower Canada: Conditions of a Comprehensive Study of Rural Quebec in the First Half of the Nineteenth Century. *Canadian Papers in Rural History*, 5: 121-149.
- _____ (1987) Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec (1815-1851), in F. Lebrun et N. Séguin (éd.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'ouest XVII^e-XX^e siècles*. Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières.
- DECHÊNE, Louise (1986) Observations sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIX^e siècle, in *Évolution et éclatement du monde rural, France Québec, XVII^e-XX^e siècles*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- FILTEAU, Gérard (1975) *Histoire des patriotes: l'explosion du nationalisme*. Montréal, L'Aurore.
- GAGNON, Serge (1985) *Quebec and Its Historians: the Twentieth Century*. Montréal, Harvest House.
- GREER, Allan (1985) *Peasant, Lord and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes*. Toronto, University of Toronto Press.
- _____ (1987) La dimension ville-campagne de l'insurrection de 1837, in F. Lebrun et N. Séguin (éd.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'ouest XVII^e-XX^e siècles*. Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, p. 231-238.
- HARRIS, Cole et WARKENTIN, John (1974) *Canada Before Confederation: A Study in Historical Geography*. New York, Oxford University Press.
- HROCH, Miroslav (1985) *Social Preconditions of National Revival in Europe: A Comparative Analysis of the Social Composition of Patriotic Groups among the Smaller European Nations*. New York, Cambridge University Press.
- Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada (JALBC)*, 1792-1836.
Journaux de l'Assemblée législative du Canada (JALC), 1841-1867.
- LINTEAU, Paul-André, éd. (1967) Les patriotes de 1837-1838 d'après les documents de J.-J. Girouard. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 21: 281-311.
- LUCAS, Charles, éd. (1912) *Lord Durham's Report on the Affairs of British North America*. Oxford, Clarendon Press.
- MCCORD MUSEUM, collection de Rocheblave.
- MICHAUD, Colette (1982) *Les censitaires et le régime seigneurial canadien (1791-1854): étude des requêtes anti-seigneuriales*. Ottawa, Université d'Ottawa, thèse de maîtrise non publiée.
- NELSON, William (1961) *The American Tory*. Oxford, Clarendon Press.
- OUELLET, Fernand (1966) *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850: structures et conjoncture*. Montréal, Fides.
- _____ (1972) *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*. Montréal, Hurtubise.
- _____ (1976) *Le Bas-Canada 1791-1940: changements structuraux et crise*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa.
- PARENT, Francine (1984) *Les patriotes de Châteauguay (1838)*. Montréal, Université de Montréal, mémoire de maîtrise non publié.
- PARKER, W.H. (1957) A Revolution in the Agricultural Geography of Lower Canada 1833-1838. *Revue canadienne de géographie*, 11: 189-194.
- _____ (1959) A New Look at Unrest in Lower Canada in the 1830's. *Canadian Historical Review*, 40: 209-218.

- Report of the State Trials, Before a General Court Martial Held at Montreal in 1838-39: Exhibiting a Complete History of the Late Rebellion in Lower Canada.* Montréal, Armour and Ramsay.
- ROBERT, Jean-Claude (1977) *Montréal 1821-1871: aspects de l'urbanisation.* Montréal, École des hautes études en sciences sociales, thèse de doctorat non publiée.
- RUBIN, Ronald (1986) *Histoire du Québec anglophone.* Québec, IQRC.
- SENIOR, Elinor Kyte (1985) *Redcoats ans Patriots: The Rebellions in Lower Canada 1837-1838.* Ottawa, Canada's Wings.
- WALLOT, Jean-Pierre et PAQUET, Gilles (1986) *Niveaux et genres de vie chez les habitants du Bas-Canada, 1792-1835.* Communication inédite présentée au Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Ottawa.
- WIEN, Tom (1987) Visites paroissiales et production agricole au Canada vers la fin du XVIII^e siècle, in F. Lebrun et N. Séguin (éd.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'ouest XVII^e-XX^e siècles.* Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, p. 183-194.

(Acceptation définitive en avril 1989)

CARTOGRAPHIE

Conception: Louise MARCOTTE, Isabelle DIAZ et Manon GRENIER
Réalisation: Isabelle DIAZ et Manon GRENIER
Photomécanique: Manon GRENIER